



# Bulletin trimestriel de la Banque Centrale des Comores

**N°28**



[www.banque-comores.km](http://www.banque-comores.km)

## Sommaire

Avant-propos.....	1
I. Évolution des échanges commerciaux.....	2
1.1. Exportations de biens.....	2
1.2. Importations de biens.....	4
II. Evolution de la situation monétaire.....	6
2.1. Contreparties de la masse monétaire.....	7
2.2. Composantes de la masse monétaire.....	9
III. Activités bancaires.....	9
3.1. Présentation des parts de marché, en pourcentage du total *.....	9
3.2. Evolution des principaux indicateurs du secteur bancaire.....	10
3.3. Activités de transferts d'argent et de change.....	12
IV. Système de compensation.....	14
V. Principaux taux et cours de change.....	15
5.1. Taux d'intérêt.....	15
5.2. Taux de change.....	16
5.3. Constitution des réserves obligatoires.....	16
VI. Evolution de l'inflation.....	17
VII. Evolution des soldes d'opinion.....	18
VIII. Noté thématique : Réponses apportées à la crise économique liée au coronavirus.....	20
IX. Annexes statistiques.....	26

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Evolution des indicateurs en millions FC, sauf indication.....	2
Tableau 2 : Evolution des produits d'exportation en millions FC.....	2
Tableau 3 : Evolution des produits importés en millions FC.....	4
Tableau 4 : Evolution de la masse monétaire en millions FC, sauf indication.....	9
Tableau 5 : Dépôt par catégorisation, en pourcentage du total.....	12
Tableau 6 : Evolution des principaux taux d'intérêt.....	15
Tableau 7 : Evolution des prix selon l'origine des produits.....	18

## Liste des figures

Figure 1 : Evolution des exportations de biens en millions de FC.....	3
Figure 2 : Exportations par région, en pourcentage du total.....	3
Figure 4 : Evolution des importations des biens par nature, en millions FC.....	5
Figure 5 : Importations par région, en pourcentage du total.....	6
Figure 6 : Evolution du rythme de croissance de la masse monétaire, en glissement annuel.....	7
Figure 7 : Evolution du rythme de croissance des Avoirs Extérieurs Nets, en glissement annuel.....	8
Figure 8 : Evolution du rythme de croissance du Crédit Intérieur, en glissement annuel.....	8
Figure 9 : Evolution des indicateurs, en millions FC.....	10
Figure 10 : Evolution des crédits à court terme, en millions FC.....	11
Figure 11 : Evolution des crédits à moyen et long terme, en millions FC.....	11
Figure 12 : Evolution des taux, en pourcentage.....	12
Figure 13 : Evolution des indicateurs, en millions FC sauf mention contraire.....	13
Figure 14 : Transferts reçu par opérateurs, en septembre 2020.....	13
Figure 15 : Evolution des indicateurs, en millions FC sauf mention contraire.....	14
Figure 16 : Taux de change du Franc comorien (Taux en fin de période).....	16
Figure 17 : Evolution des indicateurs, en milliards FC sauf mention contraire.....	17
Figure 18 : Evolution de l'indice des prix à la consommation (IHPC) base 100 en 2011.....	17

## Avant-propos

*Au troisième trimestre 2020, une reprise de l'activité économique est observée, après la contraction du deuxième trimestre ; La réouverture des frontières et l'allègement du couvre-feu nocturne a permis une reprise des activités, notamment dans la restauration et le commerce. En effet, la plupart des indicateurs économiques et monétaires ont connu une progression par rapport à leur niveau du trimestre précédent.*

*Le déficit commercial s'est amélioré de 6,9 milliards en liaison avec une forte progression des exportations (+190%) conjuguée à une baisse des importations de biens (-19,8%) par rapport au deuxième trimestre.*

*Au niveau de la situation monétaire, la masse monétaire a poursuivi sa progression comme au second trimestre de l'année 2020, avec une croissance de 4,9%, grâce à l'augmentation simultanée de ses deux contreparties (les actifs extérieurs nets et le crédit à l'économie).*

*Dans le secteur bancaire, le total des bilans des banques s'est consolidé de 3,3% par rapport à fin juin 2020, attribuable à une hausse de la trésorerie nette au niveau de l'actif et celle des dépôts du côté du passif.*

*Les transferts d'argent reçus via les institutions spécialisées ont augmenté (+11,8%) par rapport au deuxième trimestre pour s'établir à 26 milliards contre 23,3 milliards. Pour leur part, les achats de devises ont enregistré une hausse (+8,22%) sur la même période en liaison avec la réouverture des frontières internationales au début du trimestre. En parallèle, le franc comorien a gagné de sa valeur par rapport aux monnaies des principaux partenaires suite à une appréciation de l'Euro par rapport au dollars US.*

*Le prix à la consommation a baissé de 1,3% par rapport au trimestre précédent imputable principalement à une baisse des prix des produits locaux notamment les produits alimentaires. Dans ce contexte, l'inflation, en glissement annuel, est ressorti à -2,7% par rapport à la même période de l'année 2019.*

*Selon les résultats de l'enquête d'opinion, le climat des affaires reste dégradé au troisième trimestre 2020 avec un environnement économique peu favorable, en dépit de l'amélioration de certains indicateurs, selon les responsables des établissements de crédit. Toutefois, ils restent optimistes pour le dernier trimestre 2020 et prévoient une amélioration pour le trimestre à venir.*

*La note thématique de ce bulletin, nous livre un point d'information sur les réponses apportées à la crise économique liée au coronavirus. Il s'agit de la contribution de la BCC dans la rédaction du rapport annuel 2019 sur la coopération monétaire Afrique-France.*

**Dr Younoussa IMANI,**

**Gouverneur**

## I. Évolution des échanges commerciaux

Au troisième trimestre 2020, le déficit commercial s'est amélioré de 6,9 milliards par rapport au trimestre précédent, passant de -25,3 milliards à -18,4 milliards sur la période. Cette situation se traduit par la baisse des importations de biens de 5,2 milliards, conjuguée à une augmentation des exportations de près de 2 milliards, sur

une base trimestrielle. Le taux de couverture des importations par les exportations, est à 12,4%, soit une croissance de 9 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, le déficit commercial s'est légèrement amélioré de 211 millions par rapport au troisième trimestre 2019.

**Tableau 1 : Evolution des indicateurs en millions FC, sauf indication**

Données FOB	T3.2019	T2.2020	T3.2020
Exportations de biens	4 269,0	898,8	2 614,7
Importations de biens	22 876,2	26 197,5	21 010,7
<b>Echanges commerciaux</b>	<b>27 145,1</b>	<b>27 096,3</b>	<b>23 625,4</b>
<b>Balance commerciale</b>	<b>-18 607,2</b>	<b>-25 298,8</b>	<b>-18 396,0</b>
<b>Taux de couverture (%)</b>	<b>18,7</b>	<b>3,4</b>	<b>12,4</b>

Source : Banque Centrale des Comores

### 1.1. Exportations de biens

Les exportations de biens sont évaluées à 2,6 milliards contre 0,9 milliard un trimestre auparavant, soit un accroissement de 190%. Cette forte progression est liée à l'accroissement de la valeur des exportations de produits de rente (+1,6 milliard) et des autres produits constitués principalement de biens d'équipement usés en vue d'être recyclés (+138 millions).

S'agissant des produits de rente, la progression est en relation avec la hausse des recettes d'exportation de la vanille, du

girofle ainsi que de l'ylang-ylang. En effet, durant le troisième trimestre :

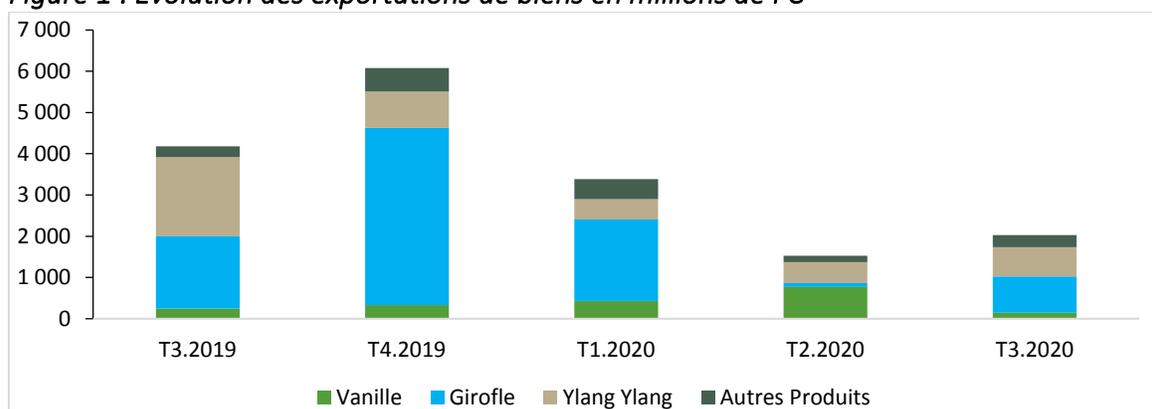
- Les exportations de vanille sont évaluées à 726 millions contre 142 millions un trimestre avant ;
- Les recettes d'exportation de girofle ont également augmenté passant de 90 millions au deuxième trimestre à 886 millions un trimestre après ;
- Pour leur part, les ventes d'ylang-ylang ont rapporté 706 millions contre 508 millions un trimestre auparavant.

**Tableau 2 : Evolution des produits d'exportation en millions FC**

Produits	Période			Variations (%)	
	T3.2019	T2.2020	T3.2020	Trimestrielle	Gliss. Annuel
Vanille	330	142,5	726,0	409,3	119,7
Girofle	1 754	90,1	886,3	883,3	-49,5
Ylang - ylang	1 921	508,1	706,1	39,0	-63,3
Autres Produits	263	158,0	296,4	87,5	12,6
<b>Total</b>	<b>4 269,0</b>	<b>898,8</b>	<b>2 614,7</b>	<b>190,9</b>	<b>-38,8</b>

Sources : Direction Générale des Douanes, Banque Centrale des Comores

Figure 1 : Evolution des exportations de biens en millions de FC



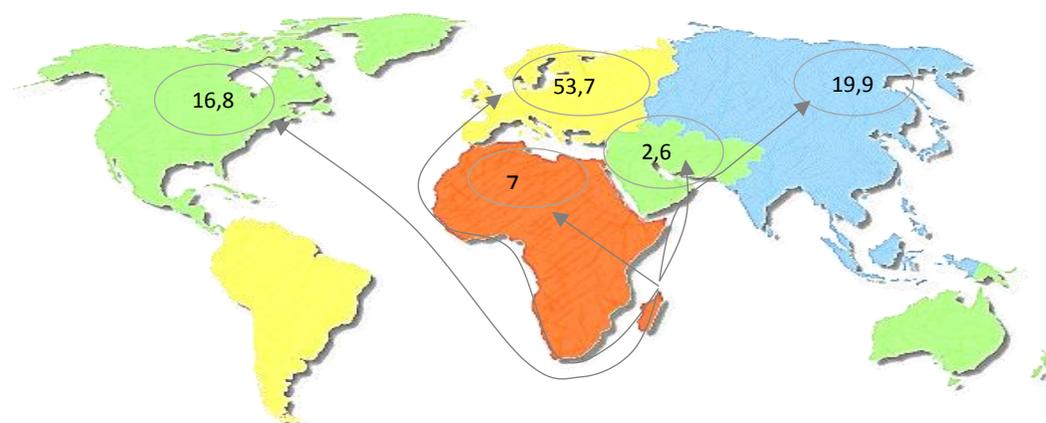
Source : Banque Centrale des Comores

Par zone géographique, l'Europe garde sa première place de premier client pour la destination des produits comoriens, en dépit de la baisse des expéditions à destination de ce marché. Durant le troisième trimestre, ce marché a capté 53,7% contre 64,1% au deuxième trimestre 2020. La France demeure le principal pays importateur qui absorbe 57,9% des exportations. Les produits sont essentiellement des essences d'ylang-ylang.

L'Asie arrive en deuxième position avec 19,9% des parts dans le total des exportations. Cette évolution est liée à la reprise des exportations de vanille et de girofle qui sont les principaux produits à destination du marché asiatique. L'Inde est le seul pays asiatique qui a importé ces produits au cours de cette période.

L'Amérique, avec 16,8% d'exportation de vanille provenant des Comores, est devenue le troisième client du pays. Ce produit est principalement expédié aux USA.

Figure 2 : Exportations par région, en pourcentage du total



Source : BCC

## 1.2. Importations de biens

Les importations CAF sont estimées à 24,7 milliards au cours du troisième trimestre contre 30,8 milliards un trimestre auparavant, soit un repli de 19,8%. Cette situation est en partie liée à la baisse des

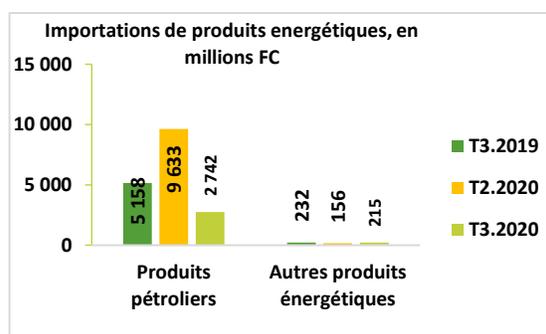
importations de produits énergétiques et dans une moindre mesure de biens d'équipement. A l'inverse, les importations de biens intermédiaires et des produits alimentaires ont progressé sur la période.

**Tableau 3 : Evolution des produits importés en millions FC**

Produits	Période			Variations (%)	
	T3.2019	T2.2020	T3.2020	Trimestrielle	Gliss. Annuel
Produits alimentaires	8 611,3	11 308	11 395	0,8	32,3
Produits énergétiques	5 390,1	9 789	2 957	-69,8	-45,1
Biens d'équipement	7 005,5	3 179	3 142	-1,2	-55,1
Biens intermédiaires	5 132,6	5 712	6 222	8,9	21,2
Autres Produits	773,7	832	1 003	20,5	29,6
<b>Total</b>	<b>26 913,2</b>	<b>30 821</b>	<b>24 718</b>	<b>-19,8</b>	<b>-8,2</b>

Sources : Direction Générale des Douanes, Banque Centrale des Comores

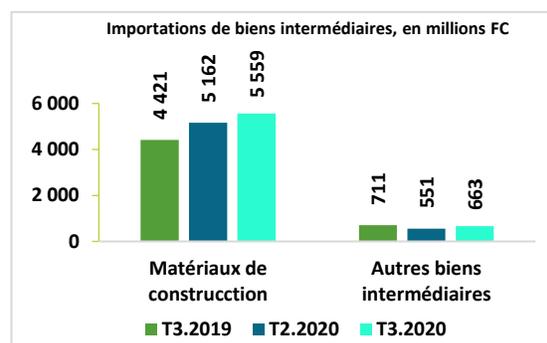
La baisse des importations des biens énergétiques et attribuable aux produits pétroliers. En effet, ces produits sont importés à hauteur de 2,7 milliards seulement durant le troisième trimestre contre 9,6 milliards au trimestre précédent. A l'inverse, les autres biens combustibles ont progressé sur la période.



Pour les biens d'équipement, leur facture d'importations a baissé de 1,2% par rapport au deuxième trimestre 2020 pour s'établir à 3,1 milliards.

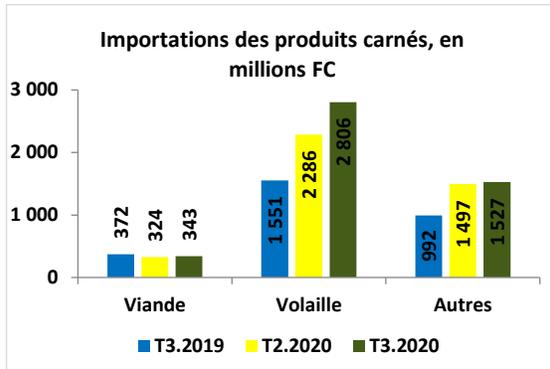
En revanche, les importations de biens intermédiaires ont augmenté de 8,9% pour s'établir à 6,2 milliards au troisième trimestre contre 5,7 milliards un trimestre

auparavant. Cette progression est principalement liée à l'augmentation des importations des matériaux de construction qui sont passées de 5,2 milliards à 5,6 milliards sur la période, composées essentiellement du ciment (+26,4%) et de la quincaillerie (+60,6%).



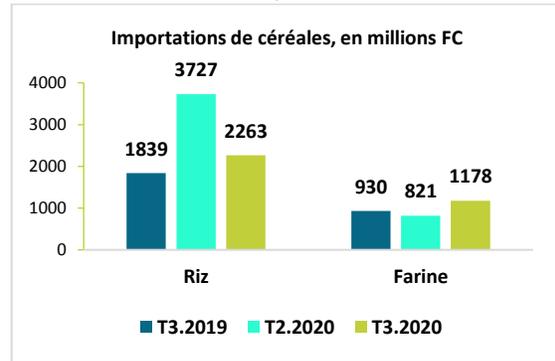
En ce qui concerne les importations de produits alimentaires, la hausse a été moindre. Elles sont évaluées à 11,4 milliards durant le troisième trimestre 2020, contre 11,3 milliards au trimestre précédent, soit +0,8%. Cette consolidation est attribuable aux principaux produits alimentaires importés par le pays :

- Les importations de produits carnés sont évaluées à 4,7 milliards au troisième trimestre contre 4,1 milliards au trimestre précédent, soit une hausse de 13,8%. Cette évolution est imputable à la progression des importations des produits carnés à base de volaille (+22,7%) et de viande (+5,8%).

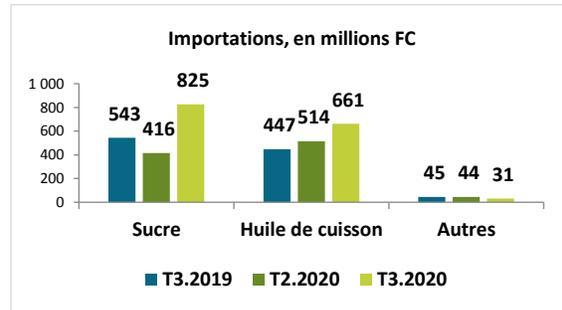


- Pour les produits céréaliers, la farine a vu sa facture d'importations progresser de 43,5% passant de 821 millions au deuxième trimestre à 1,2 milliard un trimestre après. A l'inverse, les importations de riz ont baissé de 39,3% pour s'établir à 2,23 milliards contre 3,7 milliards sur la période.

millions au troisième trimestre. Pour leur part, les huiles de cuisson ont été importées pour une valeur de 661 millions au troisième trimestre 2020 contre 514 millions au trimestre précédent, soit un accroissement de 28,7%.

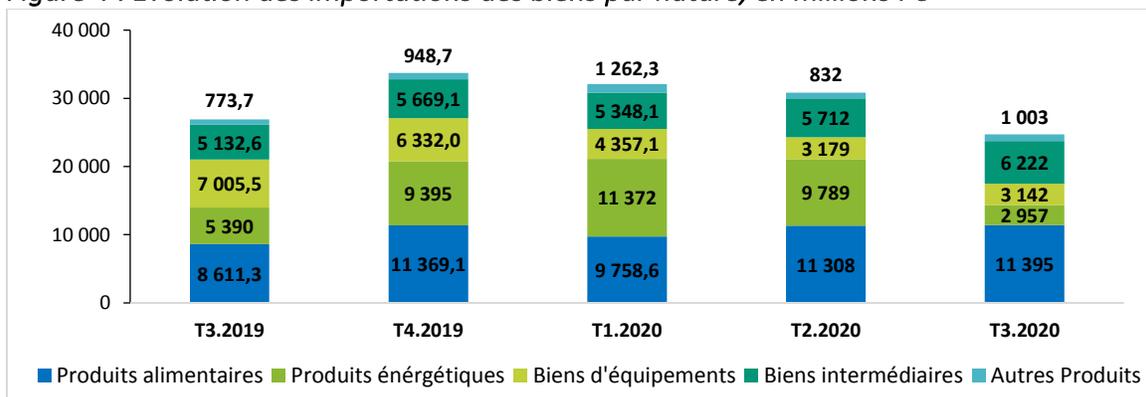


- Du côté des autres produits alimentaires, les importations de sucre ont plus que doublé sur la période, passant de 416 millions au deuxième trimestre à 825 millions au troisième trimestre.



En glissement annuel, les importations de biens n'ont baissé que de 8,2% en raison du repli des importations de biens énergétiques (-45,1%) et des biens d'équipement (-55,1%).

Figure 4 : Evolution des importations des biens par nature, en millions FC



Sources : DGD, SCH, BCC

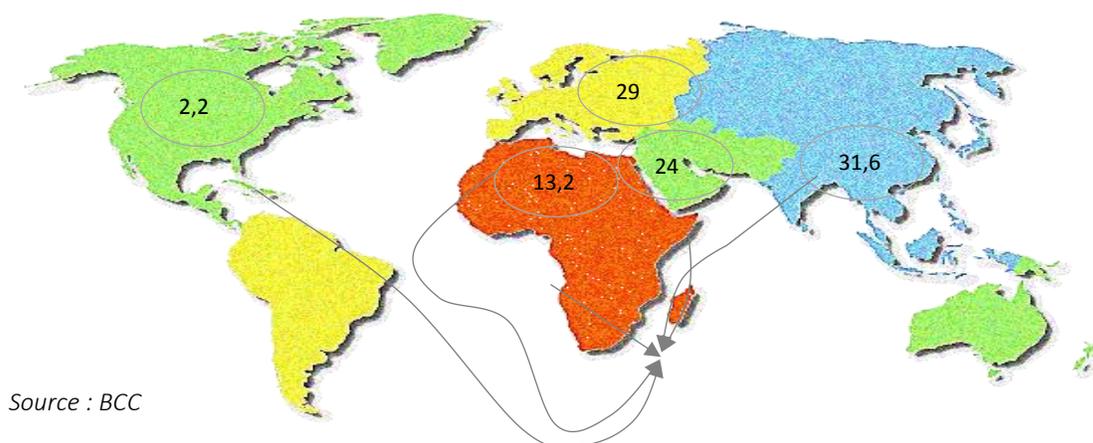
**Par zone géographique**, les pays asiatiques deviennent les principaux fournisseurs des Comores au cours du troisième trimestre, avec 31,6% du total des importations. La Chine et l'Inde demeurent les principaux fournisseurs dans ce marché en détenant respectivement 17% et 12% des parts du total des importations en provenance d'Asie au troisième trimestre.

Le marché européen, se retrouve en deuxième position en fournissant 29% de produits importés au troisième trimestre. Ces importations proviennent essentiellement de la France avec 64,2% du total Europe. Pour leur part, le Moyen-Orient se retrouve en troisième position en

raison de la baisse des importations des produits pétroliers sur la période. Ce marché a fourni 24% au cours du troisième trimestre contre 42,9% du total des importations au trimestre précédent. En effet, les importations en provenance de ce marché sont passées de 5,9 milliards à 13,2 milliards entre le deuxième et le troisième trimestre. Les Emirats Arabes Unis restent les principaux fournisseurs dans ce marché (76,4%).

Au quatrième rang, le marché africain a capté 13% des importations qui proviennent principalement des pays du COMESA, essentiellement Maurice et de Madagascar.

*Figure 5 : Importations par région, en pourcentage du total*



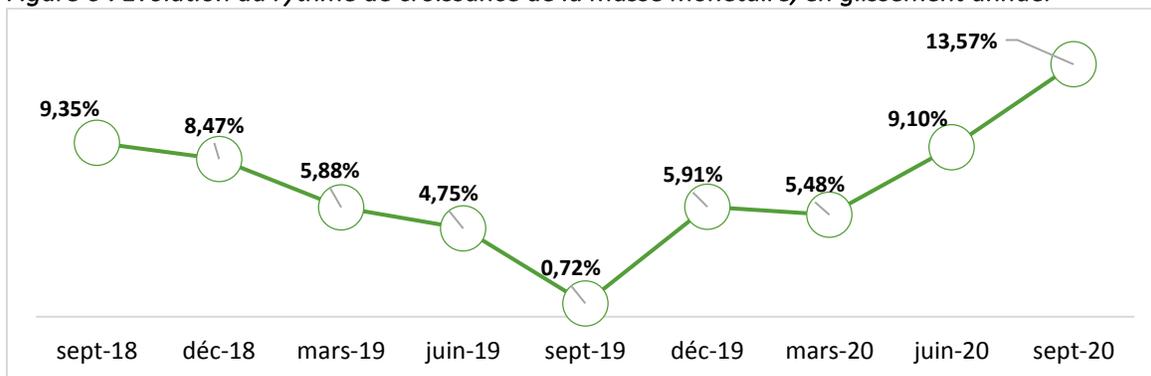
## II. Evolution de la situation monétaire

La masse monétaire a poursuivi sa progression enregistrée dès le deuxième trimestre passant de 148,7 milliards en juin à 155,9 milliards en septembre soit une hausse de 4,9%. Cette augmentation est due à l'accroissement de ses deux contreparties. Par rapport à la même période de l'année précédente, la masse monétaire avait seulement augmenté de

0,7% au troisième trimestre 2019, passant de 136,3 milliards en juin à 137,3 milliards en septembre. En effet, durant cette période, si sa contrepartie extérieure avait fortement augmenté, le crédit intérieur n'avait que très légèrement progressé.

En glissement annuel, l'agrégat monétaire au sens large a crû de 13,6% entre septembre 2019 et septembre 2020.

Figure 6 : Evolution du rythme de croissance de la masse monétaire, en glissement annuel



Source : BCC

### 2.1. Contreparties de la masse monétaire

Les actifs extérieurs se sont renforcés au troisième trimestre 2020, passant de 93,9 milliards en juin à 95,5 milliards en septembre, soit une hausse de 1,7%. Cette évolution est imputable à l'augmentation des actifs extérieurs de la Banque Centrale passant de 97,9 milliards en juin à 104,6 milliards en septembre équivalent à une hausse 6,8%. Inversement, les autres institutions de dépôts ont connu une diminution de 12% de leurs actifs extérieurs dans la période.

Pour ce qui est des engagements extérieurs, ils ont poursuivi leur progression au niveau de la Banque Centrale (+19,6%) tout en restant stables au sein des autres institutions de dépôts.

Habituellement, on constate une forte hausse des actifs extérieurs bruts de l'ensemble du système à cette période de l'année, correspondant à celle des grandes

vacances, et donc du retour au pays d'une grande partie de la diaspora, entre autres pour y célébrer les grands mariages et rendre visite aux familles. C'est le cas de l'année précédente où ils avaient enregistré une hausse de 10,6%. Cette année, l'augmentation a été moins importante en raison des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus notamment la fermeture des frontières et l'interdiction des rassemblements, etc...

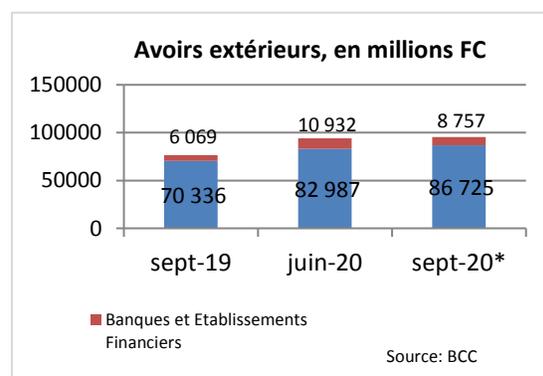
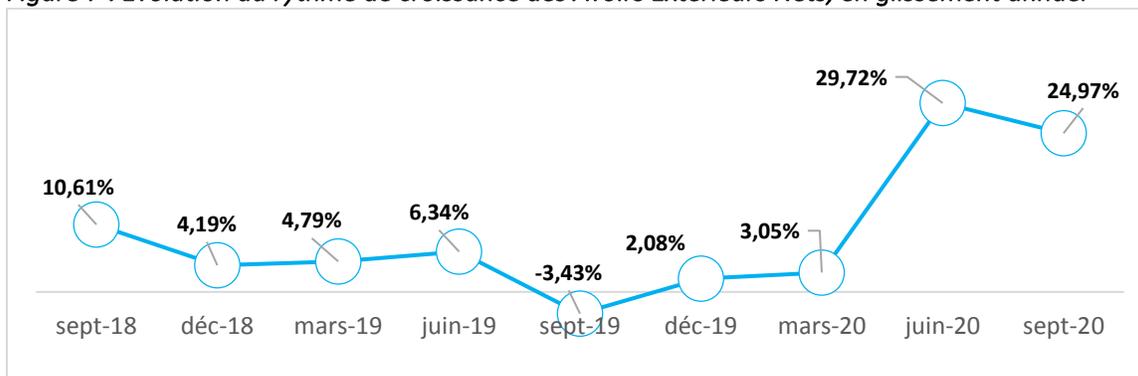


Figure 7 : Evolution du rythme de croissance des Avoirs Extérieurs Nets, en glissement annuel



Source : BCC

La contraction du **crédit intérieur** observée dès le début de l'année s'est estompée au cours du troisième trimestre où l'encours du crédit intérieur s'est élevé à 96,1 milliards à fin septembre contre 94,6 milliards à fin juin. Cependant, cette hausse est attribuable à l'accroissement des créances nettes sur l'administration centrale dans la mesure où les crédits à l'économie ont continué à diminuer. En effet, les créances à l'Etat se sont élevées à 18,2 milliards à fin septembre contre 15,4 milliards à fin juin, représentant une hausse de 18,7%, alors que les crédits à l'économie

se sont affichés à 77,9 milliards à fin septembre après 79,3 milliards à fin juin soit -1,8%.

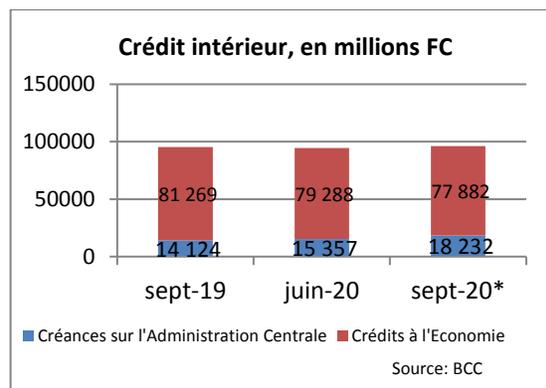
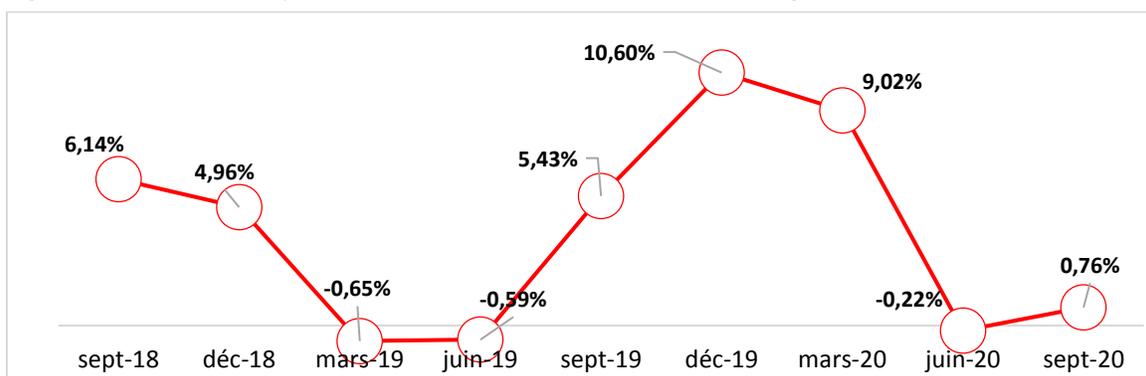


Figure 8 : Evolution du rythme de croissance du Crédit Intérieur, en glissement annuel



Source : BCC

## 2.2. Composantes de la masse monétaire

La croissance de l'agrégat monétaire au sens large s'est reflétée au niveau de toutes ses composantes, ainsi :

La circulation fiduciaire représentant 25% de la masse monétaire est passée de 37,6 milliards à fin juin à 39 milliards à fin septembre, soit une hausse de 3,8%.

De même, les dépôts transférables correspondant à 42% de la masse monétaire sont passés de 61,6 milliards à 65,5 milliards sur la période, soit +6,2%.

Par conséquent, l'agrégat M1-Moyens de paiements a enregistré une hausse de 5,3% passant 99,2 milliards à fin juin à 104,5 milliards à fin septembre.

Pour ce qui est de la composante M2-M1 autres dépôts, soit 33% de l'agrégat monétaire au sens large, incluant l'épargne à vue et à terme, elle a augmenté de 3,9% à fin septembre passant de 49,5 milliards à 51,5 milliards.

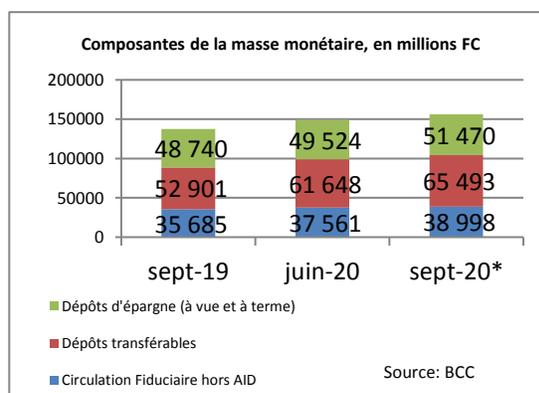


Tableau 4 : Evolution de la masse monétaire en millions FC, sauf indication

Rubriques	Sept-19	Juin-20	Sept-20	Variation trimestrielle		Variation en g. annuel	
				Absolue	Relative	Absolue	Relative
<b>Masse monétaire</b>	<b>137 327</b>	<b>148 733</b>	<b>155 961</b>	<b>7 228</b>	<b>4,85%</b>	<b>18 634</b>	<b>13,56%</b>
Circulation fiduciaire hors BEF	35 685	37 561	38 998	1 437	3,82%	3 313	9,28%
Dépôts transférables	52 901	61 648	65 493	3 845	6,23%	12 592	23,80%
Dépôts d'épargne	48 740	49 524	51 470	1 945	3,92%	2 729	5,59%
<b>Actifs Extérieurs Nets (AEN)</b>	<b>76 405</b>	<b>93 919</b>	<b>95 482</b>	<b>1 562</b>	<b>1,66%</b>	<b>19 077</b>	<b>24,96%</b>
AEN-BCC	70 336	82 987	86 725	3 738	4,50%	16 389	23,30%
AEN-BEF	6 069	10 932	8 757	-2 176	-19,90%	2 688	44,28%
<b>Crédits Intérieurs</b>	<b>95 393</b>	<b>94 645</b>	<b>96 114</b>	<b>1 469</b>	<b>1,55%</b>	<b>721</b>	<b>0,75%</b>
Créances nettes sur l'Etat	14 124	15 357	18 232	2 875	18,71%	4 109	29,08%
Crédits à l'économie	81 269	79 288	77 882	-1 406	-1,77%	-3 387	-4,16%
<b>Autres postes nets</b>	<b>-34 471</b>	<b>-39 821</b>	<b>-35 625</b>	<b>4 196</b>	<b>-10,53%</b>	<b>-1 154</b>	<b>3,34%</b>

Source : BC

## III. Activités bancaires

### 3.1. Présentation des parts de marché à fin septembre 2020, en pourcentage du total \*

	Bilan	Trésorerie nette	Crédit brut	Dépôt
BDC	8,5	3,5	10,6	7,7
BFC	5,4	2,1	7,6	3,9
BIC	14,3	17,4	10,9	14,1
EXIM BANK	18,8	22,4	17,8	19,4
MECKs	31,5	33,7	29,0	30,0
SANDUK ANJOUAN	10,4	9,3	10,5	9,4
SANDUK MOHELI	0,6	0,4	0,5	0,7
SNPSF	10,4	11,1	13,1	14,8

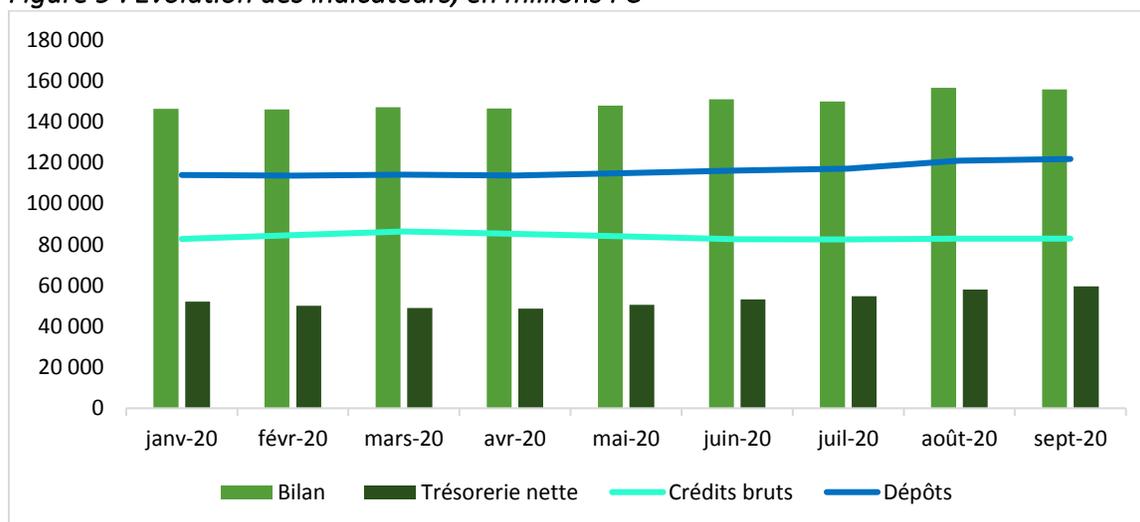
Source : BCC, \* Hors Sanduk Ngazidja

### 3.2. Evolution des principaux indicateurs du secteur bancaire

Le total des bilans consolidés a crû de 3,3% par rapport à fin juin 2020 pour s'établir à 155,8 milliards à fin septembre. Cette progression est attribuable à une

augmentation de la trésorerie nette au niveau de l'actif (+9,8%) et à une hausse des dépôts pour le passif (+4,9%).

Figure 9 : Evolution des indicateurs, en millions FC



Sources : BEF et BCC

#### 3.2.1. Evolution de l'encours du crédit

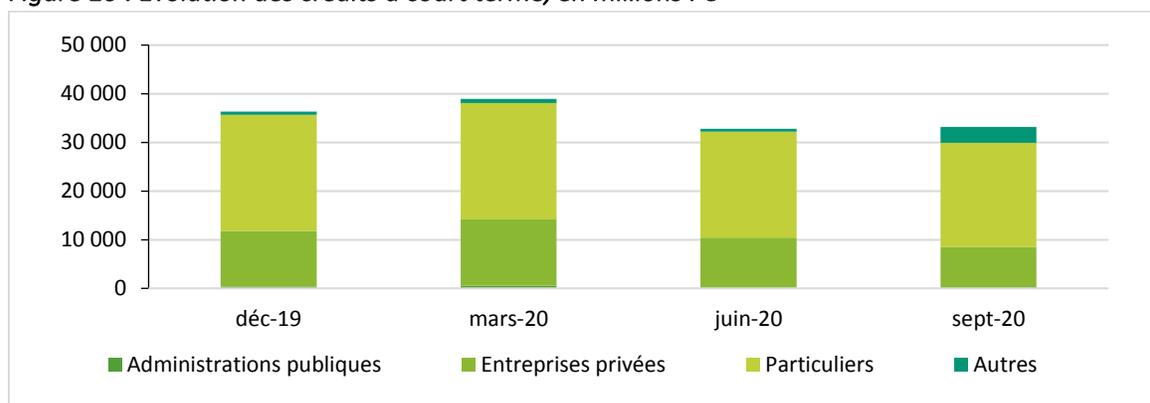
Le crédit à la clientèle s'est consolidé à 0,4% entre juin et septembre 2020, passant de 82,5 milliards à 82,9 milliards. Cette situation est attribuable aux évolutions contrastées des différents types de crédits.

Les crédits à court et à long terme ont augmenté de 1,1% et 9% respectivement alors que ceux à moyen terme ont enregistré une baisse de 3,5%.

La hausse des crédits à court terme a concerné l'Administration publique dont la

valeur est passée de 187 millions au deuxième trimestre à 244 millions au trimestre suivant.

Malgré cette progression, les entreprises privées et particuliers bénéficient de la plus grande part de ces crédits à court terme. En effet, les crédits à court terme octroyés aux particuliers représentent 64,4% et ceux accordés aux entreprises privées 25% alors que ceux bénéficiés par l'Administration publiques représentent seulement 7% du total des crédits à court terme.

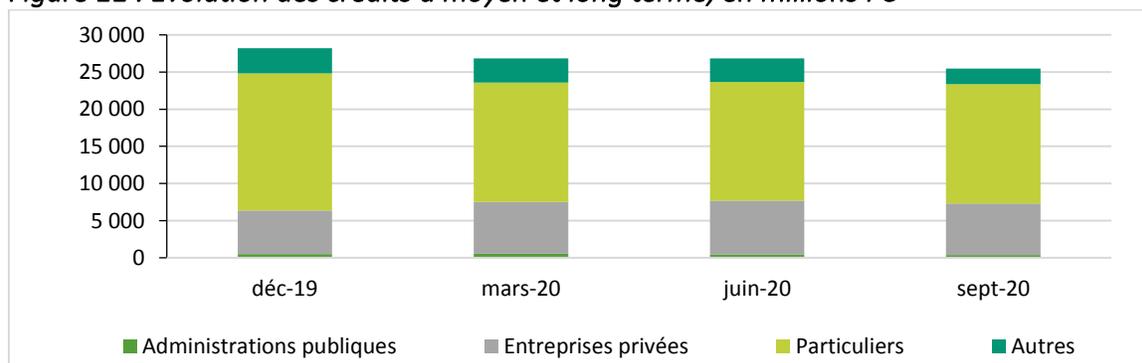
**Figure 10 : Evolution des crédits à court terme, en millions FC**

Sources : BEF et BCC

Pour leur part, les crédits à moyen et long terme ont baissé de 5,2% pour s'établir à 25,5 milliards à fin septembre 2020 après 26,9 milliards trois mois auparavant, en liaison avec le repli des CMLT accordés à l'Administration publique (-16,3%) et aux entreprises privées (-4,6%).

Dans leur répartition, les particuliers et les entreprises privées continuent à recevoir

plus de la moitié des crédits accordés à l'ensemble de la clientèle. En effet, les crédits accordés aux ménages et aux entreprises privées dans le volume total des financements représentent respectivement 63,1% et 27,1% à fin septembre 2020, tandis que ceux accordés à l'Administration publique et autres ne représentent que 9,8%.

**Figure 11 : Evolution des crédits à moyen et long terme, en millions FC**

Sources : BEF et BCC

### 3.2.2. Evolution des dépôts de la clientèle

A fin septembre 2020, les dépôts effectués auprès des établissements de crédit ont augmenté de 4,9% par rapport à fin juin 2020, pour s'établir à 121,8 milliards.

En termes de répartition, la part des dépôts des entreprises privées dans leur total a baissé pour se positionner à 14% contre 17%. Celle des Administrations publiques a augmenté en passant de 6,4% à 8,6% sur la

période ; tandis que la part des dépôts effectués par les ménages s'est stabilisé à 67,1% sur la période.

**Tableau 5 : Dépôt par catégorisation, en pourcentage du total**

	Déc.-19	Mars. -20	Juin. -20	Sept.-20
Administrations publiques	5,9	6,1	6,4	8,6
Entreprises Privées	16,0	17,5	17,1	14,0
Particuliers	68,5	67,4	67,1	67,1
Autres	9,6	9,0	9,4	10,3
Total dépôts	100	100	100	100

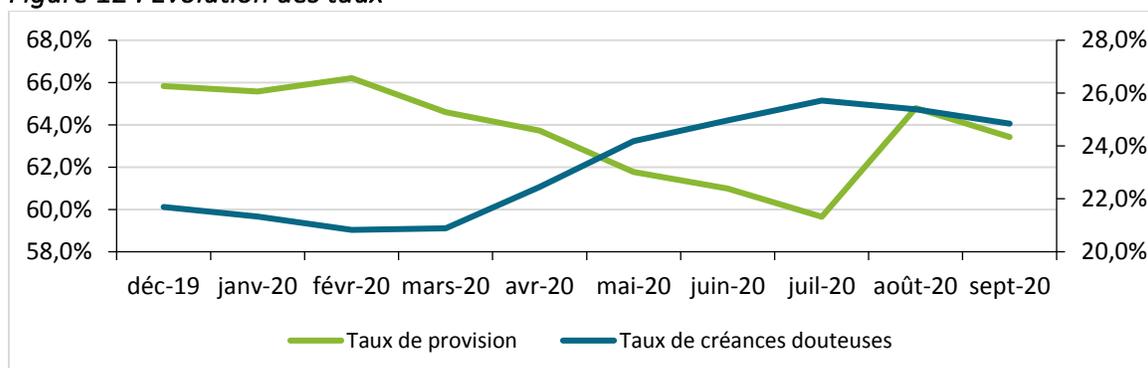
Sources : BEF et BCC

### 3.2.3. Qualité du portefeuille

La qualité du portefeuille s'est légèrement améliorée à fin septembre 2020, avec un taux de créances en souffrance de 24,8% contre 25% à fin juin 2020.

Ces créances douteuses ont été provisionnées à hauteur de 63,4% à fin septembre après 61% à fin juin 2020.

**Figure 12 : Evolution des taux**



Source : BCC

### 3.3. Activités de transferts d'argent et de change

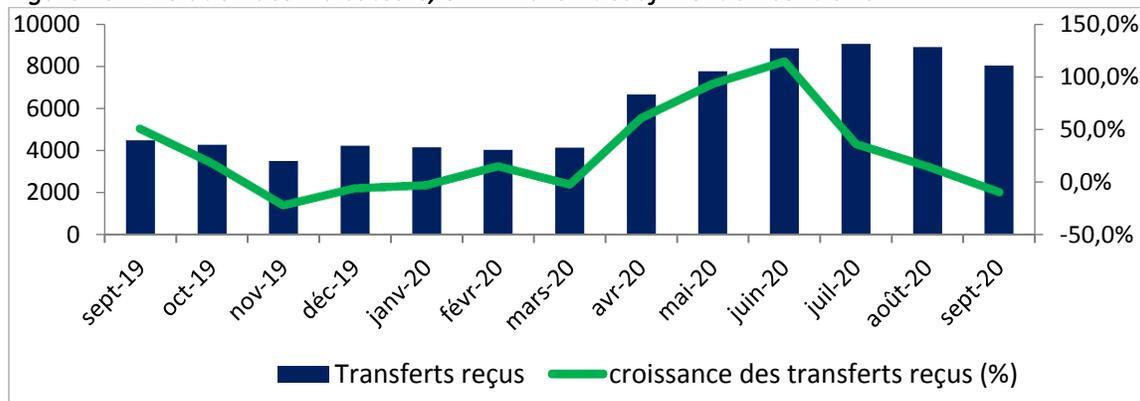
Au troisième trimestre 2020, les envois de fonds formels ont crû de 7% pour s'établir à 28,6 milliards contre 26,8 milliards un trimestre avant. Cette hausse est en liaison avec les transferts reçus via les sociétés spécialisées et les achats de devises effectués sur la période. En parallèle, les sorties de devises ont crû de 61,7% sur la période en raison d'une augmentation à la fois des transferts émis et de ventes de devises.

#### 3.3.1. Transferts d'argent

Les transferts d'argent reçus via les sociétés spécialisées sont évalués à 26 milliards au troisième trimestre 2020 contre 23,3 au trimestre précédent, soit une hausse de 11,8%. Cette augmentation est en liaison avec les transferts d'argent reçus essentiellement de la diaspora comorienne établie en France qui, malgré cette période de crise sanitaire est restée solidaire envers leur famille aux Comores.

Pour leur part, les transferts émis sont évalués à 5,2 milliards contre 3,6 milliards au deuxième trimestre 2020, soit une hausse de 44,6%, en liaison avec les dépenses de voyages des étudiants comoriens établis à l'étranger.

**Figure 13 : Evolution des indicateurs, en millions FC sauf mention contraire**

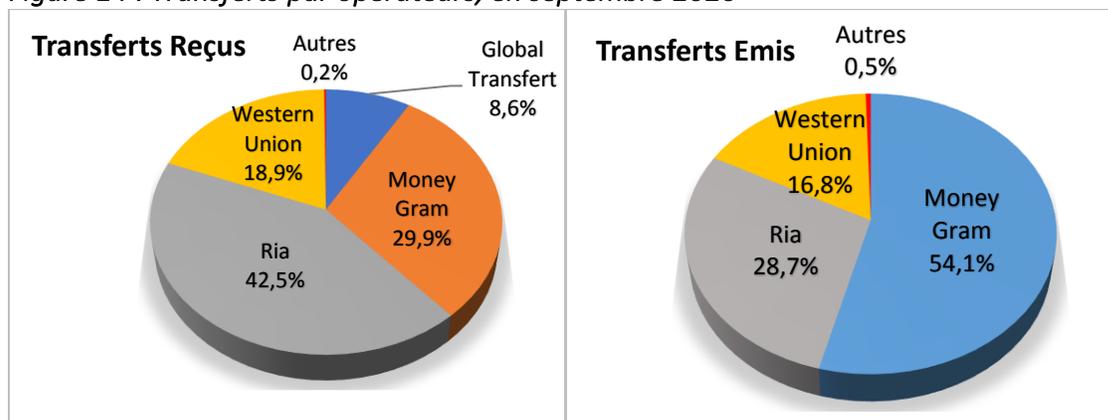


Sources : BEF et BCC

En termes de part de marché, Ria reste l'opérateur le plus sollicité en captant 42% de transferts reçus, suivi de Money Gram 30% et de Western Union 19%. Au niveau

des transferts émis Money Gram demeure le principal opérateur avec 54,1% de part de marché, suivi de Ria 28,7% et de Western Union 16,8%.

**Figure 14 : Transferts par opérateurs, en septembre 2020**



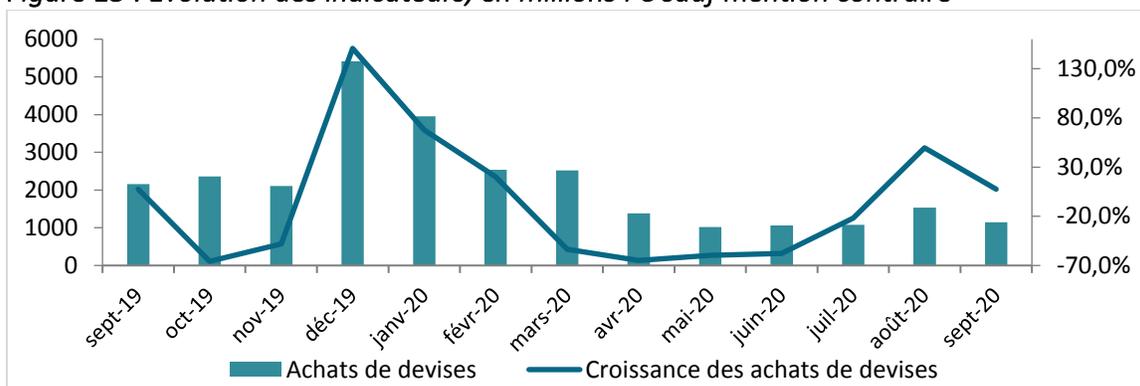
Source : BCC

### 3.3.2. Opérations de change manuel

Au troisième trimestre 2020, les achats de devises se sont établis à 3,7 milliards contre 3,5 milliards au deuxième trimestre 2020, enregistrant ainsi une hausse de 8,2%. En parallèle, les ventes de devises ont fortement augmenté pour se situer à 2,1

milliards sur la période contre 0,9 milliard au trimestre précédent, soit une hausse considérable de 129,3% en liaison avec la réouverture des frontières permettant les voyages à l'étranger notamment les commerçants.

Figure 15 : Evolution des indicateurs, en millions FC sauf mention contraire

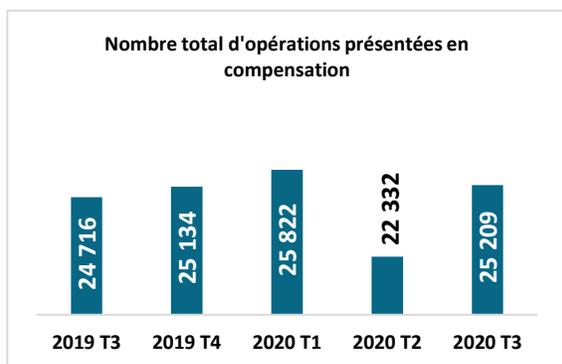


Sources : BEF et BCC

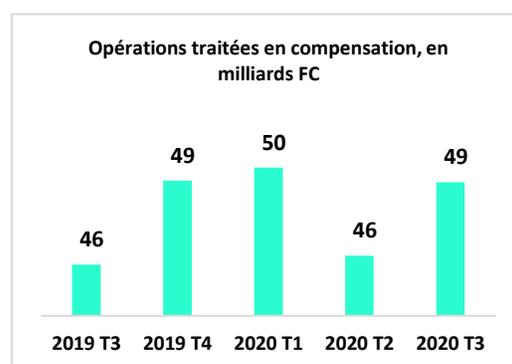
#### IV. Système de compensation

Au troisième trimestre 2020, le nombre d'opérations traitées en compensation a augmenté de 12,9% pour s'établir à 25 209 contre 22 332 au trimestre précédent. Cette amélioration est attribuable à la fois au nombre de chèques que de virements présentés qui ont tous deux augmenté sur la période. La valeur afférente à ces

opérations a également affiché une hausse (+6,5%) pour s'établir à 49,4 milliards contre 46,4 milliards un trimestre avant. Par ailleurs, le chèque représentant 75,7% des opérations présentées, est l'instrument le plus utilisé en compensation, le virement ne représentant que 24,3%. Cependant, la structure inverse est observée en valeur.

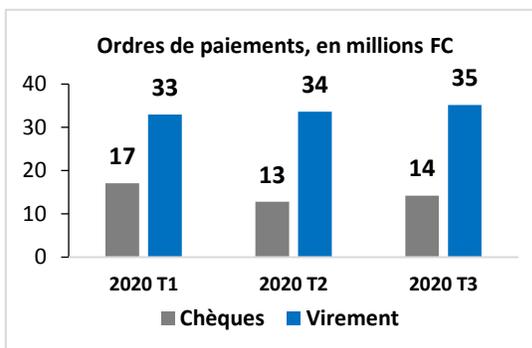
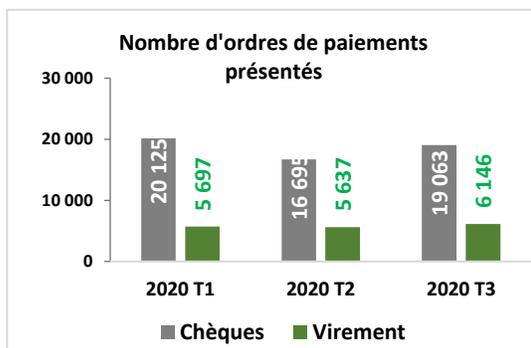


Source : BCC



Au cours du troisième trimestre 2020, **19 063** chèques ont été présentés à la compensation contre **16 695**, un trimestre avant, soit une hausse de 14,2%. La valeur correspondante à ces chèques s'est améliorée de 11,1 points de pourcentage passant de 12,8 milliards au deuxième

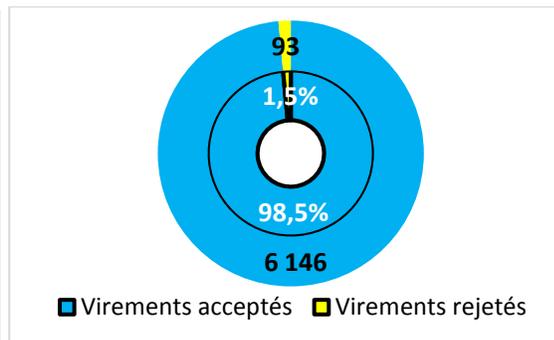
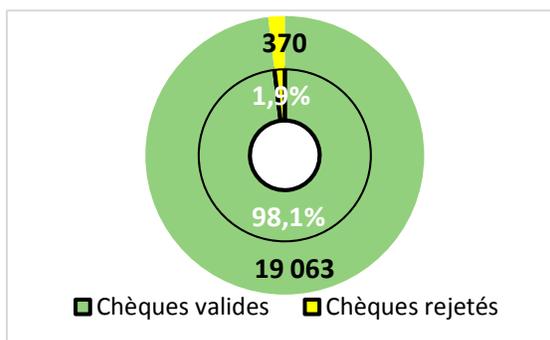
trimestre 2020 à 14,2 milliards au trimestre suivant. Du côté des virements, **6 146** demandes ont été présentées contre **5 637** sur la période, enregistrant ainsi une hausse de 9%. Ces virements ont augmenté 4,7% pour s'établir à 35,2 milliards après 33,6 milliards trois mois avant.



Source : BCC

Parmi les chèques présentés au troisième trimestre 2020, 370 représentant une valeur de 294 millions ont fait l'objet de rejets contre 340 pour une valeur de 262 millions au trimestre avant. En ce qui

concerne les virements, 93 ont été rejetés contre 123 au trimestre précédent. La valeur afférente à ces rejets est passée de 600 millions à 124 millions, soit une baisse de 81,2%.



Source : BCC

## V. Principaux taux et cours de change

### 5.1. Taux d'intérêt

La Banque Centrale continue d'indexer ses opérations sur le taux de marché interbancaire de la BCE (€STR qui a remplacé l'EONIA en octobre 2019). Les taux de change sont ainsi enregistrés à titre

indicatif à partir des cours des principales devises publiées quotidiennement par la Banque de France converties sur la base du taux de change fixe EURO/KMF = 491,96775.

Tableau 6 : Evolution des principaux taux d'intérêt

	AVRIL-20	mai-20	juin-20	Juillet-20	Août-20	Sept-20
<b>Taux Nationaux</b>						
Escompte BCC (€STR+1,5)	0,963	0,958	0,954	2,450	2,447	2,446
<b>Taux de rémunération</b>						
-Réserves obligatoires (€STR -1,25)	-1,787	-1,792	-1,796	-1,800	-1,803	-1,804
-Réserves libres (€STR - 1/8) *	-0,662	-0,667	-0,671	-0,675	-0,678	-0,679
Taux débiteurs	[1,75 - 14]	[1,75 - 14]	[1,75 - 14]	[1,75 - 14]	[1,75 - 14]	[1,75 - 14]

Sources : Banque de France, Banque Centrale des Comores

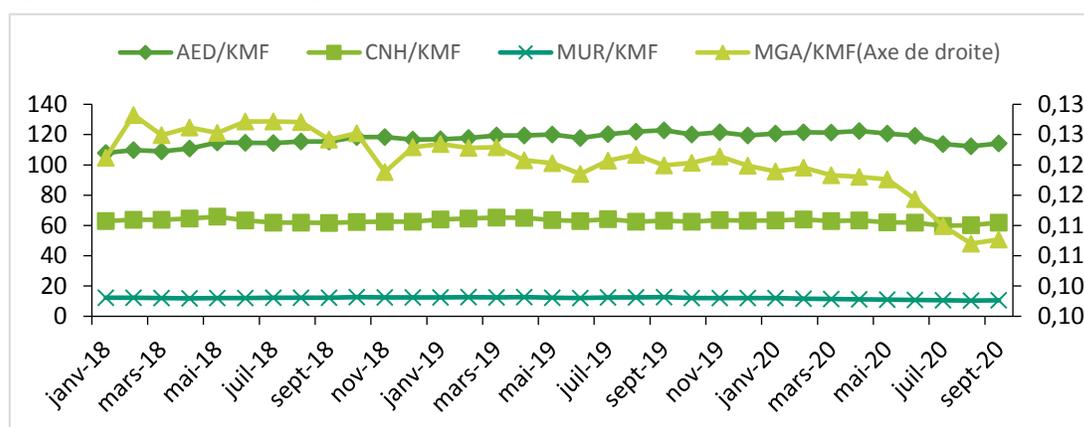
## 5.2. Taux de change

L'évolution du cours du Franc comorien face aux devises des principaux partenaires commerciaux dépend largement de l'évolution de la parité Euro/ Dollar US sur le marché international. A la fin du troisième trimestre 2020, l'euro s'est apprécié de 4,5% par rapport au dollar US. Ainsi, étant donnée la parité fixe du franc comorien face à l'Euro, la monnaie nationale a gagné 4,5% en valeur vis-à-vis de la monnaie américaine. En glissement annuel (fin septembre 2019 à fin

septembre 2020, le Franc comorien a gagné 7,5% de sa valeur par rapport au dollar US.

Au troisième trimestre, le Franc comorien a donc gagné de sa valeur par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux des Comores : Dirham des EAU (+4,3%), Yuan Chinois (+0,11%), Ariary Malgache (+6.2%) et Roupie de Maurice (+3,56%).

Figure 16 : Taux de change du Franc comorien (Taux en fin de période)



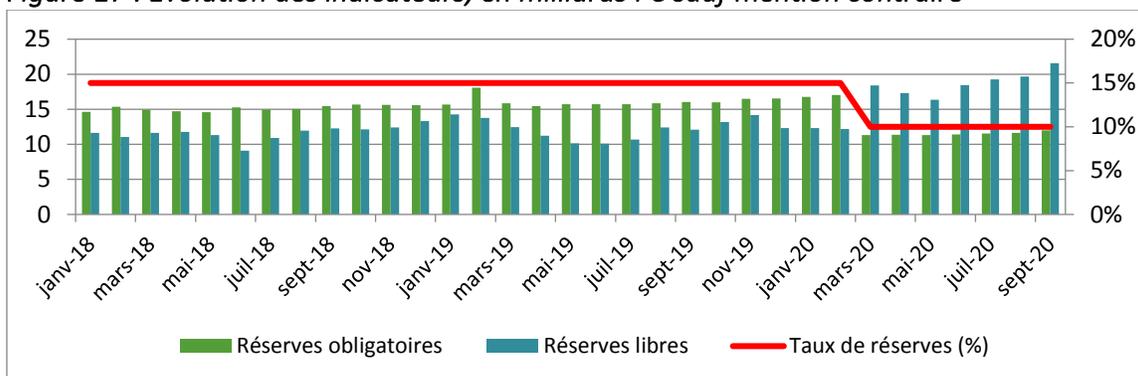
Sources : Banque de France, Banque Centrale des Comores

## 5.3. Constitution des réserves obligatoires

La liquidité bancaire constituée à la Banque (y compris les réserves obligatoires) a augmenté de 12% pour s'établir à 33,6 milliards en juin 2020 contre 29,9 milliards en septembre 2020. Ceci est à mettre en liaison avec une hausse plus conséquente des réserves libres (+17%, soit +3,1

milliards) que des réserves obligatoires (+5%, soit +0,6 milliard). Cette forte progression des réserves libres traduit la baisse du taux de constitution des réserves obligatoires, pour accorder aux établissements de crédit, plus de facilités dans le financement de l'économie.

Figure 17 : Evolution des indicateurs, en milliards FC sauf mention contraire



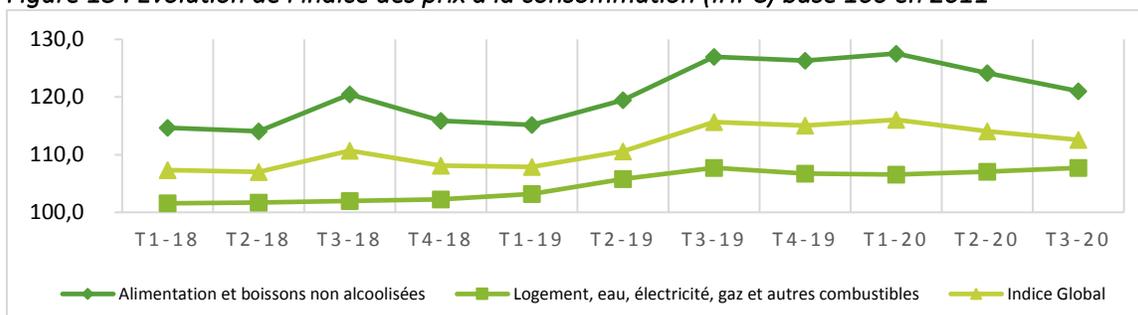
Sources : BEF et BCC

## VI. Evolution de l'inflation

Au troisième trimestre 2020, les prix à la consommation ont enregistré une diminution de 1,3% par rapport au deuxième trimestre, imputable principalement à la baisse des prix « des produits alimentaires et boissons non alcoolisées », reflétant ainsi une offre de ces produits supérieure à la demande. En effet, ces produits ont vu leurs prix reculés

de 2,5% au troisième trimestre. Cette situation est principalement expliquée par la baisse des prix des « légumes et tubercules » (-20,6%), et des « viandes » (-2,3%) due à la baisse de la demande émanant des hôtels et des restaurants, en dépit d'une hausse des prix des « poissons et fruits de mer » (7,3%) et des « pains et céréales » (+5%).

Figure 18 : Evolution de l'indice des prix à la consommation (IHPC) base 100 en 2011



Source : INSEED

En glissement annuel, l'inflation s'est établie à -2,7% au troisième trimestre, après avoir été de 3,1% au trimestre précédent, portant ainsi sa moyenne sur les neuf premiers mois à 2,7%. Cette décélération de l'inflation s'explique essentiellement par une baisse de (-4,7%) des prix des « produits alimentaires et

boissons non alcoolisées » et des articles d'habillements et chaussures par rapport à la même période de l'année dernière.

Selon l'origine, les prix des « produits locaux » ont accusé, au troisième trimestre, une baisse de 2,4% par rapport au trimestre précédent et 6,8% en glissement annuel. Pour leur part, les prix des « produits importés » ont accusé une

légère baisse de 0,1%, en variation rapport à la même période de l'année trimestrielle et une hausse de 2,6% par 2019.

**Tableau 7 : Evolution des prix selon l'origine des produits**

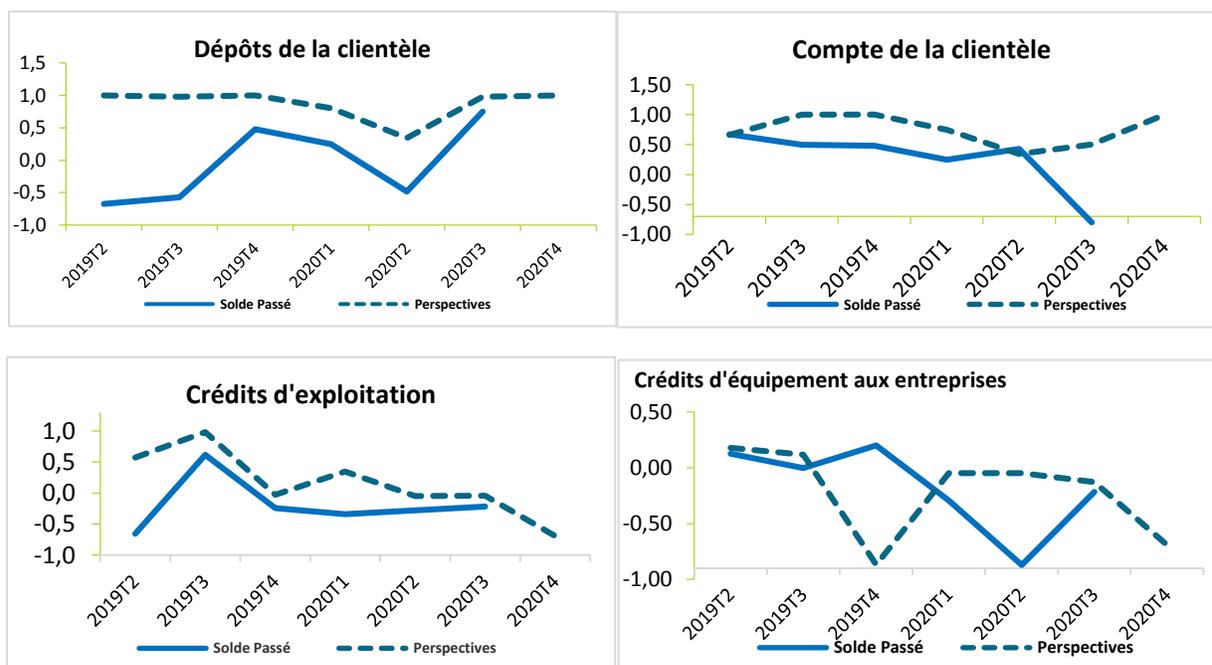
Libellés	Pondérations	2019		2020		Variation en %		Contr. Trim.
		Trimestre3	Trimestre2	Trimestre3	Trim.	Glis. Annuel		
Produits	4910	104,5	107,3	107,2	-0,1	2,6	2,2	
Produits locaux	5090,0	126,5	120,8	117,9	-2,4	-6,8	99,5	
<b>Indices Globaux</b>	<b>10000</b>	<b>115,7</b>	<b>114,1</b>	<b>112,6</b>	<b>-1,3</b>	<b>-2,7</b>	<b>100,0</b>	

Source : INSEED

## VII. Evolution des soldes d'opinion

L'opinion des responsables enquêtés fait ressortir un environnement économique défavorable au cours du troisième trimestre 2020, en dépit de l'amélioration de certains indicateurs. Le solde d'opinion est ressorti négatif (-0,11%) alors qu'ils

avaient prévu une amélioration de ce climat pour ce trimestre. Ces dirigeants restent toutefois optimistes pour le dernier trimestre de l'année 2020, et table sur une amélioration du climat des affaires.



Source : BCC

Les dépôts effectués par la clientèle auraient augmenté de 1,2 point de pourcentage faisant passer le solde d'opinion de -0,5% au deuxième trimestre

à 0,8%, au troisième trimestre. Ils prévoient une amélioration davantage au dernier trimestre 2020.

Pour ce qui est du nombre d'ouverture de comptes de dépôts, ceux-ci ont baissé sur la période avec un solde d'opinion de -0,8% au troisième trimestre contre 0,4% au deuxième trimestre 2020. Toutefois, cet indicateur augmentera au quatrième trimestre 2020 d'après les dirigeants enquêtés.

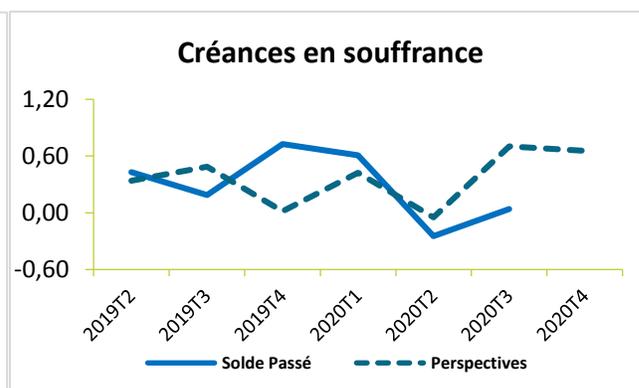
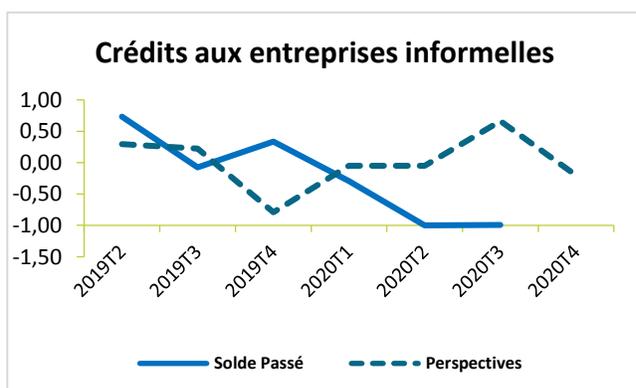
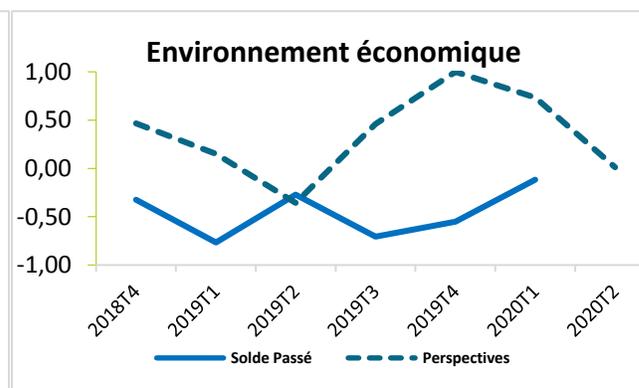
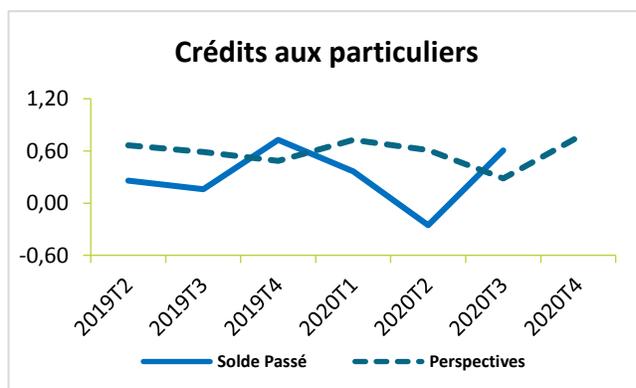
S'agissant des recouvrements des crédits d'équipement aux entreprises, une légère amélioration est constatée. Le solde d'opinion est passé de -0,9% à -0,2% sur la période. Une dégradation de cet indicateur est néanmoins prévue par les responsables enquêtés au prochain trimestre.

Pour les recouvrements des crédits aux particuliers, l'opinion des chefs d'établissements a fait ressortir une progression du solde sur la période, passant de -0,3% à 0,6% un trimestre après.

Les recouvrements des crédits accordés aux entreprises informelles restent incertains selon le ressenti des chefs d'entreprises. Le solde d'opinion pour cet indicateur se serait dégradé pour se situer à -1% au troisième trimestre 2020. Cette situation s'améliorera légèrement au dernier trimestre.

Du côté des créances en souffrance, leur recouvrement se serait légèrement amélioré de 0,3 point de pourcentage, faisant passer le solde d'opinion de -0,2% à 0,04% sur la période. Ces créances douteuses seraient davantage recouvrées au trimestre à venir.

Le Produit Net Bancaire aurait augmenté avec une perception de -0,8% au troisième trimestre contre 0,7% au trimestre précédent.



VIII. Noté thématique : Réponses apportées à la crise économique liée au coronavirus : Contribution de la BCC au rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France-2019

<https://publications.banque-france.fr/rapports-annuels-des-cooperations-monetaires-afrique-france-2019>



**Le point de vue de la BCC**  
**Réponses apportées à la crise économique**  
**liée au coronavirus**



**I | Contexte**

*En Union des Comores, la Covid-19 est apparue un an après le passage du cyclone Kenneth, qui avait provoqué une baisse du PIB de l'ordre de 2%. En effet, les premiers cas déclarés de la Covid-19 dans les trois îles du territoire indépendant remontent officiellement à la fin du mois d'avril 2020. Dans ce contexte, les prévisions qui escomptaient un rebond de l'activité après le passage du cyclone Kenneth sont désormais caduques. En effet, la pandémie risque de provoquer sur l'ensemble de l'année 2020 une baisse des envois de fonds des migrants, des importations, des exportations et des investissements directs étrangers, notamment de la part des entreprises originaires des pays affectés par la pandémie, comme la France et la Chine. Pour rappel, la France et la Chine, fortement touchées par la pandémie, sont respectivement les deuxième et quatrième partenaires commerciaux des Comores, avec une valeur des importations qui représente respectivement 14% (soit 15,6 milliards de francs comoriens) et 7% (soit 8,5 milliards de francs comoriens) du total.*

*Face à cette situation, les autorités ont, depuis février 2020, pris les mesures suivantes, destinées à prévenir les risques engendrés par la pandémie :*

- mise en quarantaine des voyageurs en provenance de l'étranger;
- fermeture des frontières;
- arrêt complet du trafic aérien de passagers en provenance de pays étrangers;
- fermeture de toutes les écoles et des mosquées et interdiction des réunions de plus de 20 personnes;
- mise en place d'un couvre-feu de 20 heures à 5 heures;
- réduction du nombre de passagers dans les transports en commun;
- mise en quarantaine avant rapatriement des Comoriens bloqués à l'étranger.

*Ces mesures pèsent sur l'activité économique dans plusieurs secteurs. Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration a subi, dès le début, les effets de la fermeture des frontières, qui se sont traduits par une baisse immédiate des recettes touristiques liées aux arrivées de la diaspora en cette période. Le secteur bancaire est confronté à une baisse des dépôts à la suite du ralentissement de l'activité économique et à une hausse des retraits, tandis que le recouvrement des créances s'avère limité.*

*Les autorités ont par ailleurs préparé un plan décrivant les mesures sanitaires à prendre pour minimiser le risque de la pandémie, sur la base des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Elles ont également demandé l'aide des donateurs. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont proposé des financements supplémentaires de respectivement 5 et 12 millions de dollars. La France a indiqué sa volonté de répondre favorablement aux demandes d'assistance. Dans le cadre d'un soutien au secteur économique, le ministère des Finances a pris un certain nombre de mesures, en réduisant les droits de douanes des produits de première nécessité et en reportant le délai de dépôt des déclarations fiscales.*

*Afin de pouvoir analyser en profondeur l'étendue des impacts économiques liés à la pandémie et de répondre de manière adéquate aux besoins de financement, le Président de l'Union des Comores a mis en place un Comité national de coordination des actions contre la crise de la Covid-19, qui comprend un sous-comité économique. Les membres de ce sous-comité sont : i) le directeur de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed); ii) le gouverneur de la Banque centrale des Comores (BCC); iii) le directeur de l'économie et iv) l'officier permanent de liaison du ministère des Affaires étrangères. L'objectif assigné à ce sous-comité est de produire un rapport inventariant l'ensemble des secteurs socio-économiques*

.../...



affectés directement ou indirectement par la crise de la Covid-19. Il s'agit en effet d'évaluer le degré d'impact dans chaque secteur pour ensuite déterminer le besoin de financement ou d'appui pour répondre aux besoins urgents, mais aussi pour permettre une relance de l'économie post-crise sanitaire <sup>1</sup>.

## 2| Réaction de la BCC en réponse au choc économique lié à la pandémie de Covid-19

### Politique monétaire

Le cadre de mise en œuvre de la politique monétaire de la BCC est constitué d'un seul instrument opérationnel, à savoir le pilotage du taux des réserves obligatoires, ceci dans un double objectif de contrôle prudentiel des institutions financières et de régulation de la liquidité du secteur bancaire. Cependant, ce dispositif s'est progressivement trouvé confronté à des inconvénients liés en grande partie à l'absence d'un marché interbancaire, tels que l'excédent structurel de liquidité qui caractérise le secteur bancaire national. En même temps qu'elle affaiblit tout signal de politique monétaire, cette surliquidité bancaire se traduit par un « sous-financement bancaire » de l'économie puisqu'elle ne favorise pas l'émergence d'un marché interbancaire.

La crise de la Covid-19 a révélé encore davantage ces limites : le cadre de politique monétaire n'offre en effet aucune alternative de refinancement des établissements de crédit à court de liquidités malgré les besoins de financement réels et la disponibilité d'une surliquidité oisive.

Afin de remédier à ces faiblesses, la BCC a lancé depuis quelques années un chantier de modernisation du cadre opérationnel de sa politique monétaire. Les réflexions engagées vont, dans un premier temps, vers l'instauration d'un mécanisme de ponction et d'injection de liquidité par appels d'offre, un marché de titres et un guichet de refinancement des établissements de crédit sains. L'étude de faisabilité technique de chacun des instruments cités précédemment s'est accélérée avec la hausse des demandes de financement de la part de certains établissements de crédit dans le contexte de la crise sanitaire. Lors de la dernière réunion de son conseil d'administration, en juillet 2020, la BCC a demandé et obtenu l'accord de ce dernier pour la mise en place d'opérations principales de refinancement.

En matière de change, la politique monétaire reste axée sur le maintien de l'ancrage du taux de change à l'euro, tout en veillant à la nécessité d'assurer une liquidité adéquate du système bancaire, ce qui est d'ailleurs le sens de la révision récente à la baisse du taux de constitution des réserves obligatoires. Le taux de couverture extérieure de la monnaie reste élevé et atteint 56,3 % en 2019, limitant toute menace pour sa stabilité extérieure. De plus, dans ce contexte de crise, les transferts de la diaspora ont fortement augmenté au premier semestre de l'année. Toutefois, toute pression prolongée sur les réserves de change devrait inciter la Banque centrale à revoir l'orientation de sa politique monétaire. Les prix de certains produits ont pu augmenter en raison de la pandémie, mais le ralentissement de l'économie contribue à contenir les pressions généralisées sur les prix.

### Stabilité financière

Malgré les financements déjà obtenus de la part des partenaires, les difficultés de trésorerie de l'État et des entreprises affectées par la crise de la Covid-19 menacent la stabilité financière, avec pour corollaire l'intensification des tensions de liquidité que connaissent déjà un certain nombre d'établissements bancaires avant la survenue de la crise de la Covid-19. En outre, les problèmes de sous-capitalisation des banques pourraient s'amplifier puisque la capacité des emprunteurs à rembourser leurs dettes se trouve fortement affectée par la pandémie. Dans ce contexte, la BCC a confirmé sa volonté de tout mettre en œuvre pour préserver la stabilité du système bancaire et minimiser l'impact de la pandémie.

<sup>1</sup> Les recommandations faites par ce sous-comité se trouvent en annexe.



En effet, de nombreuses mesures ont été annoncées afin d'atténuer les effets de la pandémie sur l'économie, notamment en demandant à la profession bancaire d'accompagner le secteur privé et les ménages touchés par cette pandémie. À cet effet, la BCC et l'Association professionnelle des établissements bancaires et financiers (APBEF) ont annoncé les mesures suivantes :

- les personnes et entreprises affectées par la pandémie de Covid-19 se verront accorder un report d'échéances sur leurs prêts pour la période allant d'avril à août 2020, sans frais ni pénalités de retard;
- ces mesures d'accompagnement vont être traitées au cas par cas pour les débiteurs qui en feront la demande;
- le coût du crédit devra rester le même, selon les termes convenus entre l'établissement bancaire et son débiteur au moment de la conclusion du contrat de prêt.

Par ailleurs, la BCC a annoncé la baisse du taux de réserves obligatoires de 15 % à 10 % pour la période de mars à août 2020, représentant l'équivalent de près de 5 milliards de francs comoriens de liquidité supplémentaire pour les établissements de crédit. En plus d'abaisser l'exigence de réserves obligatoires, la Banque centrale examine les modalités pratiques pour fournir des liquidités aux banques qui en feront la demande. Cette fourniture de liquidité pourrait se matérialiser par un refinancement obtenu contre du collatéral constitué d'un dépôt à terme éligible.

**Les créances en souffrance** pourraient connaître une hausse après une période de stabilité, voire de baisse, en raison des difficultés économiques liées à la crise sanitaire, qui affectent la capacité de remboursement des emprunteurs. Cette détérioration s'ajoutera aux créances en souffrance déjà existantes et élevées (24 % du total des crédits) en raison d'une forte concentration d'emprunteurs, notamment dans le secteur du commerce, et de l'exposition des petites et moyennes entreprises (PME) et des très petites entreprises (TPE), pour la plupart appartenant au secteur informel. En effet, bien que la BCC ait accordé des dérogations spécifiques aux banques dans le cadre de la classification des créances touchées par la Covid-19 jusqu'au mois d'août, certaines créances seront vraisemblablement déclassifiées après cette période dérogatoire.

**Le produit net bancaire (PNB)** risque de subir une forte contraction en raison de la paralysie de la distribution de crédit. Il en va de même pour certaines commissions, comme celles sur le change manuel, qui enregistrent une baisse importante en raison de la fermeture des frontières. Le report d'échéances sur les prêts, pour une période de cinq mois, sans charges, ni frais, ni pénalités de retard va impacter négativement la rentabilité des établissements de crédit, avec aucun produit attendu sur les emprunts accordés aux entreprises affectées par les effets de la pandémie pendant cette période de cinq mois. De plus, la réduction de l'activité sur cette clientèle est synonyme de baisse des produits. Les investissements privés pourraient se contracter en attendant que la situation s'améliore et le PNB – généré par les nouvelles lignes de crédit associées à ces investissements – serait alors fortement impacté.

**Le coût du risque de crédit** pour les banques devrait ainsi connaître une hausse pour l'année 2020. En parallèle, avec la hausse projetée des créances en souffrance, il est également fort probable que les entreprises et les ménages soient incapables d'honorer leurs engagements auprès des banques, même au-delà du délai de cinq mois accordé par l'APBEF.

**Les charges d'exploitation** devraient augmenter : le secteur bancaire est en effet l'un des rares secteurs à maintenir ses activités durant cette période, moyennant la mise en œuvre de mesures sanitaires qui ont engendré une hausse des charges financières. Dans ce contexte, des achats de masques, de chaises supplémentaires, de tentes, de gants, de gel hydro-alcoolique, d'équipements pour la réorganisation des files d'attente, etc., ont été indispensables afin d'assurer le respect des mesures barrières, la protection du personnel et la prise en charge des clients. Dans le même temps, certains établissements ont dû prendre des mesures additionnelles d'organisation et d'activation de leurs plans de continuité d'activité.

.../...



Quant aux **normes prudentielles**, la BCC a assoupli sa réglementation durant cette période en vue de faciliter la prise en charge par les établissements de crédit des mesures de reports d'échéances accordées. Cela se traduit par une classification des créances touchées par la Covid-19 en crédits sains alors que les tombées d'échéances ne sont pas enregistrées, et donc par une absence de provisionnement. Le risque est cependant que ces créances deviennent, cinq mois après, de vraies créances douteuses nécessitant un effort de provisionnement encore plus important, avec pour conséquence une baisse du résultat d'exploitation alors que celui-ci est déjà impacté par la baisse de la rentabilité.

#### **Annexe**

##### **Recommandations du sous-comité économique**

La crise de la Covid-19 a déjà des conséquences sociales, financières, économiques et monétaires assez importantes. Des actions urgentes sur le plan social et financier (appui budgétaire) sont ainsi nécessaires et des actions futures telles que des investissements dans le secteur de la santé et pour une valorisation de la production nationale sont aussi indispensables. Parallèlement, en vue de soutenir l'économie et de favoriser une reprise post-crise, des actions de relance de l'économie à travers une stratégie d'investissement et de financement des secteurs de croissance sont indispensables pour favoriser la production locale et la transformation.

Conscient de cet enjeu, il est demandé au Gouvernement d'adopter un certain nombre de mesures visant à soutenir et renforcer la production :

- des entreprises en les accompagnant dans leur processus de production ;
- des ménages vulnérables en leur apportant de l'aide ;
- des banques en leur permettant de se consacrer en priorité à leur activité d'octroi de crédits aux entreprises.

Trois principaux acteurs pouvant mener des actions en ce sens ont été identifiés (État, BCC et banques commerciales) et les mesures à prendre par chacun d'entre eux sont clairement identifiées dans le tableau ci-après :

.../...



Acteur	Bénéficiaire	Mesure proposée et objectif visé
Etat	Entreprises	Aligement fiscal et report des paiements fiscaux : l'Etat a apporté quelques solutions pour diminuer la pression sur les entreprises en reportant les paiements de leurs charges fiscales et en abaissant les droits de douane pour certains produits. Mesure à poursuivre jusqu'à fin décembre.
		Soutien à la trésorerie des PME-TPE qui ont perdu au moins 50% de leur chiffre d'affaires et qui appartiennent à l'un des secteurs dont l'activité est interrompue de façon automatique. Il s'agit par exemple des hôtels et des restaurants inscrits à l'Administration générale des impôts et des domaines (AGID).
		Suspension de paiements des factures de loyers, d'électricité et d'eau jusqu'à décembre 2020. Lorsque l'activité reprendra, ces loyers et charges feront l'objet de différés de paiement ou d'étalement sans pénalités ni intérêts de retard, et adaptés à la situation des entreprises en question.
		Soutien aux producteurs et préparateurs de vanille (campagne 2019-2020) : un fond de soutien aux producteurs et préparateurs de vanille sinistrés par la Covid-19.
	Ménages	Offre de dons alimentaires et de kits hygiéniques aux personnes vulnérables et aux ménages identifiés comme prioritaires (à raison de 4 sacs de riz par ménage vulnérable, soit 52 500 ménages sur les 150 000 ménages que compte le pays). Indemnisation des salariés des entreprises d'Etat ou privées en arrêt d'activité (exemple : enseignants des écoles privées).
	Secteur financier	Le report et l'allègement des charges fiscales : l'Etat devra continuer à apporter des solutions pour diminuer la pression sur les établissements de crédit en reportant les paiements de leurs charges fiscales et en abaissant l'impôt sur le revenu des établissements pour l'année 2020.
BCC	Entreprises	Sollicitation des banques pour le report des échéances des prêts des PME-TPE affectées, jusqu'à décembre 2020, sans frais ni pénalités de retard.
		Mise en place d'un guichet de suivi et de facilitation des démarches de rééchelonnement et de financement bancaire des PME-TPE affectées par la crise.
		Projet de mise en place d'un guichet de refinancement avec priorité aux demandes de refinancement des banques ayant mis en place des prêts garantis par l'Etat.
	Ménages	Projet de mise en place d'un système de cotation des entreprises (centrale des bilans) sur la base de leurs bilans, ce qui faciliterait l'accès aux financements bancaires pour des dizaines d'entreprises jugées performantes.
	Secteur financier	Sollicitation des banques pour accorder un report d'échéances sur les prêts aux clients affectés, jusqu'à décembre 2020, sans frais ni pénalités de retard.
		Mise en place d'un dispositif de suivi et de facilitation visant à conforter le dialogue entre une banque et ses clients affectés qui n'auraient pas obtenu un report d'échéances.
		Revision à la baisse de 5 points du taux de constitution des réserves obligatoires (5 milliards de francs comoriens de financement potentiel).
		Assouplissement de certaines normes prudentielles applicables aux établissements bancaires.
Secteur financier	Entreprises	Création d'un guichet de refinancement (dans le cadre de la modernisation de la politique monétaire) auquel les banques peuvent avoir recours en fonction de leurs besoins de trésorerie.
		Mise en place en commun accord avec un partenaire au développement (Agence française de développement – AFD, Banque africaine de développement – BAfD, Banque mondiale) et l'Etat, d'un mécanisme permettant aux banques d'obtenir des ressources à moyen terme en contrepartie des prêts accordés aux entreprises impactées par la Covid-19.
		Mise en place de procédures accélérées d'instruction des dossiers de demande de prêt pour les situations de trésorerie tendues, dans un délai de cinq jours.
	Ménages	Report jusqu'à décembre 2020 des remboursements des crédits pour les entreprises touchées par la crise; avec suppression des pénalités et des coûts additionnels de report d'échéances.
	Entreprises	Mise en place des prêts destinés aux entreprises éligibles aux PGE.
		Gratuité des frais d'ouverture de compte.
Ménages	Reduction des frais appliqués aux paiements par cartes bancaires et aux transactions adossées au mobile banking (transferts, paiements marchands et règlements de factures).	



Acteur	Bénéficiaire	Mesure proposée et objectif visé
État	Entreprises	Aligement fiscal et report des paiements fiscaux : l'État a apporté quelques solutions pour diminuer la pression sur les entreprises en reportant les paiements de leurs charges fiscales et en abaissant les droits de douane pour certains produits. Mesure à poursuivre jusqu'à fin décembre.
		Soutien à la trésorerie des PME-TPE qui ont perdu au moins 50% de leur chiffre d'affaires et qui appartiennent à l'un des secteurs dont l'activité est interrompue de façon automatique. Il s'agit par exemple des hôtels et des restaurants inscrits à l'Administration générale des impôts et des domaines (AGID).
		Suspension de paiements des factures de loyers, d'électricité et d'eau jusqu'à décembre 2020. Lorsque l'activité reprendra, ces loyers et charges feront l'objet de différés de paiement ou d'étalement sans pénalités ni intérêts de retard, et adaptés à la situation des entreprises en question.
		Soutien aux producteurs et préparateurs de vanille (campagne 2019-2020) : un fond de soutien aux producteurs et préparateurs de vanille sinistrés par la Covid-19.
		Mise en place des prêts garantis par l'État (PGE) à l'aide d'un fonds de garantie de 5 milliards de francs comoriens. Ces prêts sont destinés aux entreprises du secteur privé productif et du secteur informel. La garantie de l'État est accordée à hauteur de 70%, 80% ou 90% du montant du prêt, selon la taille de l'entreprise.
	Ménages	Offre de dons alimentaires et de kits hygiéniques aux personnes vulnérables et aux ménages identifiés comme prioritaires (à raison de 4 sacs de riz par ménage vulnérable, soit 52 500 ménages sur les 150 000 ménages que compte le pays).
		Indemnisation des salariés des entreprises d'État ou privées en arrêt d'activité (exemple : enseignants des écoles privées).
	Secteur financier	Le report et l'aligement des charges fiscales : l'État devra continuer à apporter des solutions pour diminuer la pression sur les établissements de crédit en reportant les paiements de leurs charges fiscales et en abaissant l'impôt sur le revenu des établissements pour l'année 2020.
	BCC	Entreprises
Mise en place d'un guichet de suivi et de facilitation des démarches de rééchelonnement et de financement bancaire des PME-TPE affectées par la crise.		
Projet de mise en place d'un guichet de refinancement avec priorité aux demandes de refinancement des banques ayant mis en place des prêts garantis par l'État.		
Projet de mise en place d'un système de cotation des entreprises (centrale des bilans) sur la base de leurs bilans, ce qui faciliterait l'accès aux financements bancaires pour des dizaines d'entreprises jugées performantes.		
Ménages		Sollicitation des banques pour accorder un report d'échéances sur les prêts aux clients affectés, jusqu'à décembre 2020, sans frais ni pénalités de retard.
		Mise en place d'un dispositif de suivi et de facilitation visant à conforter le dialogue entre une banque et ses clients affectés qui n'auraient pas obtenu un report d'échéances.
Secteur financier		Revision à la baisse de 5 points du taux de constitution des réserves obligatoires (5 milliards de francs comoriens de financement potentiel).
		Assouplissement de certaines normes prudentielles applicables aux établissements bancaires.
		Création d'un guichet de refinancement (dans le cadre de la modernisation de la politique monétaire) auquel les banques peuvent avoir recours en fonction de leurs besoins de trésorerie.
		Mise en place en commun accord avec un partenaire au développement (Agence française de développement – AFD, Banque africaine de développement – BAfD, Banque mondiale) et l'État, d'un mécanisme permettant aux banques d'obtenir des ressources à moyen terme en contrepartie des prêts accordés aux entreprises impactées par la Covid-19.
Secteur financier	Entreprises	Mise en place de procédures accélérées d'instruction des dossiers de demande de prêt pour les situations de trésorerie tendues, dans un délai de cinq jours.
		Report jusqu'à décembre 2020 des remboursements des crédits pour les entreprises touchées par la crise; avec suppression des pénalités et des coûts additionnels de report d'échéances.
		Mise en place des prêts destinés aux entreprises éligibles aux PGE.
	Ménages	Gratuité des frais d'ouverture de compte.
		Reduction des frais appliqués aux paiements par cartes bancaires et aux transactions adossées au mobile banking (transferts, paiements marchands et règlements de factures).

## IX. Annexes statistiques

## Annexe1 : Echanges commerciaux

## Valeurs des exportations par produits (en millions KMF)

Produits	2019T1	2019T2	2019T3	2019T4	2020 T1	2020 T2	2020 T3
Vanille	2 084	244	330	434	771	143	726
Girofle	159	46	1 754	4 297	1 974	90	886
Ylang Ylang	1 466	1 116	1 921	884	488	508	706
Autres produits	149	1 558	263	569	493	158	296
<b>Total</b>	<b>3 858,6</b>	<b>2 964,3</b>	<b>4 269,0</b>	<b>6 184,1</b>	<b>3 726,4</b>	<b>898,8</b>	<b>2 614,7</b>

Sources : Direction Générale des Douanes, Banque Centrale des Comores

## Valeurs des exportations par régions (en millions KMF)

Régions	2019T1	2019T2	2019T3	2019T4	2020 T1	2020 T2	2020 T2
Moyen Orient	22,00	17	181	1 040	236	1	67
Afrique	108,32	5 882	169	590	368	165	183
Amérique	64,15	0	75	280	0	111	439
Europe	3440,27	1 254	2 222	1 544	1 611	576	1 404
Asie	223,89	146	1 339	2 634	1 437	14	521
Autres	0,00	17	283	96	75	32	0
	3858,63	7316,32	4268,96	6184,07	3726,44	898,80	2614,73

Sources : Direction Générale des Douanes, Banque Centrale des Comores

## Valeurs des importations par produits (en millions KMF)

Produits	2019T1	2019T2	2019T3	2019T4	T1.2020	T2.2020	T3.2021
Produits carnés: Viandes, poissons et volailles	2 897	2 897	2 914	4 522	3 323	4 108	4 676
Produits alimentaires: Animaux vivants	480	269	427	452	247	404	536
Riz	2 807	1 731	1 839	3 159	3 159	3 727	2 263
Farine	741	1 009	930	678	613	821	1 178
Sucre	276	636	543	611	428	416	825
Huiles	494	481	447	418	308	514	661
Cafés et autres	48	44	45	32	30	44	31
Produits laitiers	244	257	281	347	328	342	403
Boissons	725	663	854	728	862	606	460
Autres produits alimentaires	354	286	331	422	459	327	362
Meubles et Electroménagers	516	866	749	716	441	442	219
Véhicules de tourisme, transport et Accessoires	1 663	2 270	2 935	1 775	914	1 203	1 094
Véhicules industriels, camions et Accessoires	379	404	337	466	352	326	337
Equipements des Bâteaux, Aviation civil et Accessoires	127	208	167	175	201	159	120
Machines de production, d'entretien et Accessoires	298	1 976	485	501	518	259	485
Equipements médicaux	9	41	18	13	13	40	146
Autres biens d'équipements	1 682	1 842	1 743	1 841	302	207	250
Ciment	2 068	2 138	2 165	1 920	2 537	2 426	3 067
Fer, tôles et Alluminium	1 506	1 667	752	259	899	1 799	1 709
Quincailleries	64	51	79	58	47	38	61
Carréage	512	645	596	497	432	318	326
Portes, fenêtres et cadres	130	124	136	54	56	69	25
Autres matériaux de construction	504	588	693	1 613	642	512	371
Produits pétroliers	6 901	8 055	5 158	9 014	11 077	9 633	2 742
Produits combustibles	479	215	232	380	295	156	215
Produits pharmaceutiques	367	212	244	314	640	378	327
Produits chimiques	442	468	401	571	551	365	526
Habillement	297	529	444	564	550	403	270
Autres produits	1 076	1 338	968	1 612	1 873	778	1 033
<b>Total</b>	<b>28 088</b>	<b>31 911</b>	<b>26 913</b>	<b>33 713</b>	<b>32 098</b>	<b>30 821</b>	<b>24 718</b>

## Valeurs des importations par régions (en millions KMF)

	2019T1	2019T2	2019T3	2019T4	2020T1	2020T2	2020T3
Moyen-Orient	10846,05	13653,54	9 132	13 202	15 289	13 217	13 218
Asie	9539,67	8 904	8 750	11 301	9 903	8 895	8 896
Europe	5007,51	6 731	6 594	6 024	4 220	6 150	6 151
Amérique	226,29	369	92	396	171	215	216
Afrique	2428,57	2 192	2 276	2 649	2 417	2 115	2 116
Autres pays	40,24	61	69	142	98	229	230
Total	28088,33	31910,88	26913,15	33713,40	32098,17	30820,64	30826,64

Sources : Direction Générale des Douanes, Banque Centrale des Comores

## Annexe2 : Monnaie

## Masse monétaire et ses contreparties (en Millions KMF)

Contreparties	nov-19	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	79,4	82,7	86,3	83,6	79,5	84	89,5	93,9	93,8	95,8	95,5
BCC	72,7	75	77,5	74,8	73,9	75,9	78,6	83	84,8	84,7	86,7
BEF	6,7	7,7	8,8	8,8	5,6	8,1	10,9	10,9	9	11,1	8,8
<b>Crédit intérieur</b>	95,5	99,2	95,7	97,4	96	96,1	95	94,6	94,5	95,4	96,1
<b>Créances nettes à l'Etat</b>	13,9	17,1	16,2	16,7	13,3	14,6	14,9	15,4	17,7	18,3	18,2
Créances brutes	24,4	25,7	25,7	25,6	24,4	32	32	31,4	33,8	33,7	33,7
Dépôts	10,5	8,6	9,5	8,9	11,1	17,4	17,1	16,1	16,1	15,4	15,4
<b>Crédits à l'économie</b>	81,6	82,2	79,5	80,7	82,7	81,6	80,2	79,3	76,8	77,2	77,9
Secteur public	1,5	0,8	1,1	1	0,9	0,9	0,9	0,9	1,6	1,8	1,8
Secteur privé	80,1	81,3	78,4	79,7	81,7	80,6	79,3	78,4	75,2	75,4	76,1
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Autres postes nets</b>	-33,1	-35,2	-34,9	-35,4	-32,7	-35,4	-35,8	-39,8	-37,1	-37,3	-35,6
<b>Contreparties</b>	141,9	146,7	147,1	145,6	142,7	144,7	148,8	148,7	151,2	153,9	156
<b>M2 au sens large</b>	<b>nov-19</b>	<b>déc-19</b>	<b>janv-20</b>	<b>Févr-20</b>	<b>Mars-20</b>	<b>avr-20</b>	<b>mai-20</b>	<b>juin-20</b>	<b>juil-20</b>	<b>août-20</b>	<b>sept-20</b>
<b>Moyens de paiements</b>	92,5	98,1	98,4	96,5	93	94,9	99,7	99,2	100,2	103	104,5
<b>CF* hors BEF</b>	35,8	38,8	36,7	35,8	34,5	36,6	39,5	37,6	39,3	38,5	39
<b>Dépôts à vue</b>	56,7	59,3	61,6	60,6	58,5	58,3	60,2	61,6	60,9	64,5	65,5
BCC	0,4	0,2	0,2	0,6	0,3	0,4	0,5	0,3	0,6	0,5	1
BEF	56,3	59,2	61,4	60,1	58,3	57,9	59,7	61,3	60,3	64	64,5
<b>Epargne Liquide</b>	49,4	48,6	48,8	49,1	49,7	49,8	49,1	49,5	51	50,9	51,5
Dépôts d'épargne	49,4	48,6	48,8	49,1	49,7	49,8	49,1	49,5	51	50,9	51,5
<b>Masse Monétaire</b>	141,9	146,7	147,1	145,6	142,7	144,7	148,8	148,7	151,2	153,9	156

Source : BCC

## Annexe 3 : Activités bancaires

## Transferts d'argents (en Millions KMF)

	janv.-18	févr.-18	mars-18	avr.-18	mai-18	juin-18	juil.-18	août-18	sept.-18	oct.-18	nov.-18	déc.-18
Entrée	3405	2502	3001	3018	3450	2586	2626	3508	3305	3483	3065	3558
Sortie	894	696	785	879	1046	862	820	777	761	865	850	893
	janv.-19	févr.-19	mars-19	avr.-19	mai-19	juin-19	juil.-19	août-19	sept.-19	oct.-19	nov.-19	déc.-19
Entrée	3 242	3 157	3 289	3 428	4 345	2 980	2 991	3 766	3 812	4 270	3 498	4 228
Sortie	933	886	909	899	1 029	834	815	749	793	1 007	905	883
	janv.-20	févr.-20	mars-20	avr.-20	mai-20	juin-20	juil.-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Entrée	4 149	4 024	4 068	6 664	7 766	8 861	9 076	8 921	8 038			
Sortie	933	897	1 242	895	1 171	1 534	1 694	1 931	1 580			

Source : BCC

## Operations de compensation (en Millions KMF)

Période	Chèques				Virements			
	Présentés	Valeur*	Rejetés	Valeur*	Présentés	Valeur *	Rejetés	Valeur*
Sept-19	6 246	5 199	167	131	1 857	12 130	41	25
Oct-19	7 164	6 183	166	124	2 166	10 330	59	60
Nov-19	6 223	5 075	155	201	1 803	9 498	23	30
Déc-19	6 506	5 888	130	113	2 162	12 517	24	110
Janv-20	6 603	5 587	172	664	1 867	10 137	34	52
Févr-20	6 336	5 396	128	97	1 635	9 567	24	119
Mars-20	7 186	6 077	147	133	2 195	13 255	31	145
Avr-20	5 762	4 523	134	67	1 937	10 107	42	325
Mai-20	4 571	3 650	89	77	1 831	12 648	46	195
Juin-20	6 362	4 643	117	117	1869	10 866	35	139
Juil-20	6 201	4 861	128	126	2176	12 817	44	70
Août-20	6 067	4 534	131	86	1 897	10780	18	37
Sept-20	6 795	4 849	111	82	2 073	11 592	31	17

Source : BCC

## Operations de change manuel (en Millions KMF)

Change manuel	ACHATS						VENTES					
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Janvier	3 224	2 384	2 259	2 305	2 966	3 957	1 649	1 734	1 022	1 145	1 513	1 625
Février	2 688	1 502	1 380	1 607	1 749	2 538	1 827	1 584	940	1 556	1 638	1 632
Mars	2 382	1 969	1 430	983	2 080	2 519	2 474	2 815	1 107	1 836	1 791	1 434
Avril	1 726	642	1 088	735	1 371	1 385	2 422	1 100	1 328	1 504	1 619	181
Mai	1 606	768	922	1 008	1 674	1 023	2 028	1 791	1 034	1 449	1 272	296
Juin	1 984	997	1 215	1 801	1 977	1 061	1 870	882	1 006	1 089	1 381	427
Juillet	3 594	3 033	4 200	6 532	6 091	1 080	1 710	1 388	1 475	1 017	1 060	380
Août	5 302	4 665	4 641	4 149	3 618	1 532	1 711	2 284	1 682	1 283	1 138	506
Septembre	1 666	1 680	1 430	1 647	1 948	1 142	2 148	2 056	1 171	1 681	1 718	1 200
Octobre	1 792	1 675	1 218	1 328	1 535		1 985	1 939	1 047	1 517	1 816	
Novembre	1 762	1 716	1 234	1 496	1 673		1 591	1 540	1 184	1 542	1 711	
Décembre	2 578	1 780	2 119	4 084	1 258		2 118	1 345	1 005	1 336	4 309	
<b>TOTAL</b>	<b>30 303</b>	<b>22 813</b>	<b>23 136</b>	<b>27 676</b>	<b>27 940</b>	<b>16 236</b>	<b>23 534</b>	<b>20 458</b>	<b>14 002</b>	<b>16 955</b>	<b>20 966</b>	<b>7 682</b>

Source : BCC

## Annexe 4 : Taux d'intérêts et cours de change

## Principaux taux d'intérêts

2019 -2020	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20
Avances à l'Etat (€STR+1,5)	1,048	2,547	2,551	2,548	2,458	2,454	2,45	2,447	2,446
Dépôts des BEF non soumises Res, Obl (€STR - 1/8)*	-0,577	-0,578	-0,574	-0,577	-0,667	-0,671	-0,675	-0,678	-0,679
Dépôts des BEF soumises Res, Obligatoires									
-Réserves libres (€STR - 1/8)	-0,577	-0,578	-0,574	-0,577	-0,667	-0,671	-0,675	-0,678	-0,679
-Réserves obligatoires (€STR -1,25)	-1,702	-1,703	-1,699	-1,702	-1,792	-1,796	-1,8	-1,803	-1,804
Escompte Banq. Centrale (€STR+1,5)	1,048	2,547	2,551	2,548	0,958	0,954	0,95	0,947	0,946
Comptes sur livret	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	2,75	3,75	4,75
Dép. à terme inférieurs à 3 mois	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	2,75	3,75	4,75
Dép. à terme supérieurs à 3 mois	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	2,75	3,75	4,75
Taux débiteurs	7.0/14	1.75/14	1.75/14	1.75/14	1.75/14	1.75/14	1.75/14	1.75/14	1.75/14
€STR	-0,538	-0,538	-0,534	-0,537	-0,542	-0,546	-0,55	-0,553	-0,554
Prêt Marginal	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25
EURIBOR 1 mois	-0,456	-0,469	-0,474	-0,423	-0,465	-0,493	-0,508	-0,517	-0,521
EURIBOR 6 mois	-0,329	-0,351	-0,361	-0,192	-0,147	-0,224	-0,345	-0,431	-0,462
EURIBOR 12 mois	-0,252	-0,284	-0,26	-0,106	-0,085	-0,149	-0,278	-0,358	-0,415
<p>* En janvier 2009, le taux de rémunération des comptes d'épargne est passé de 2,5% à 2%, le taux de rémunération des réserves obligatoires de l'EONIA - 1/4 à EONIA - 1,25, le taux de rémunération des réserves libres étant maintenu à EONIA - 1/8, ainsi que les taux débiteurs à [7,0/14,0]%. Le 1er juillet 2009, le taux de rémunération des comptes d'épargne a été abaissé à 1,75%. * En Octobre 2019, la BCC a procédé à un changement de taux d'indexation en remplaçant l'EONIA par l'€STR</p>									

Sources : BCC et Banque de France

## Cours de change de quelques devises par rapport au Franc comorien

Période	USD	JPY	GBP	CHF	CAD	ZAR	CNY	SAR	TZS	MGA	MUR	AED
	Etats-Unis	Japon	Angleterre	Suisse	Canada	Afrique du Sud	Chine	Arabie Saoudite	Tanzanie	Madagascar	Maurice	Emirats Arabes Unis
<b>Mars-19</b>	435,282	3,915	573,241	434,569	325,722	30,275	64,846	116,137	0,186	0,123	12,574	118,587
<b>Avr-19</b>	437,73	3,921	570,695	434,424	327,159	30,959	65,175	116,767	0,189	0,122	12,551	119,237
<b>Mai-19</b>	439,865	4,002	564,414	435,24	326,718	30,489	64,116	117,291	0,191	0,121	12,47	119,766
<b>Juin-19</b>	435,638	4,03	552,101	440,56	327,736	29,869	63,125	115,807	0,189	0,12	12,231	118,61
<b>Juil-19</b>	438,78	4,055	546,95	444,318	335,013	31,282	63,787	117,03	0,191	0,12	12,209	119,5
<b>Août-19</b>	442,181	4,163	537,39	451,676	333,144	29,182	62,613	117,903	0,192	0,12	12,279	120,392
<b>Sept-19</b>	447,194	4,161	552,239	451,227	337,488	30,147	62,814	119,159	0,194	0,12	12,332	121,674
<b>Oct-19</b>	444,852	4,115	562,549	429,434	337,278	42,212	62,843	118,598	0,193	0,121	10,582	121,115
<b>Nov-19</b>	445,189	4,088	562,28	448,16	336,274	30,102	63,423	118,67	0,193	0,12	12,185	121,172
<b>Janv-20</b>	443,211	4,054	579,29	457,04	338,748	30,734	64,034	118,238	0,169	0,124	12,121	120,722
<b>Fev-20</b>	451,742	4,099	585,044	462,043	339,662	30,07	64,48	120,455	0,195	0,122	12,107	122,129
<b>Mars-20</b>	444,829	4,138	550,239	461,485	319,215	26,755	63,852	119,226	0,194	0,121	11,654	121,742
<b>Avr-20</b>	453,088	4,206	561,861	466,527	321,841	24,408	64,032	120,678	0,196	0,12	11,405	123,225
<b>Mai-20</b>	451,427	4,211	554,807	422,746	358,678	24,92	63,514	120,356	0,186	0,118	11,288	116,715
<b>Juin-20</b>	437,14	4,062	547,402	459,268	322,521	25,53	61,702	102,245	0,189	0,114	10,929	118,995
<b>Juil-20</b>	429,278	4,02	543,815	459,324	25,605	53,703	10,738	116,748	0,651	0,111	10,738	116,748
<b>Août-20</b>	415,986	3,923	546,126	456,982	314,308	24,131	60,033	110,891	0,179	0,108	10,47	113,231
<b>Sept-20</b>	429,278	4,02	543,815	459,324	317,827	25,605	53,703	114,335	0,651	0,111	10,738	116,748

Sources : BCC et Banque de France

## Annexe 5 : Prix à la consommation

## Indice des prix par fonctions

	INDICE GLOBAL	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (5612)	Boissons alcoolisées et tabac (75)	Articles d'habillement et chaussures (433)	Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (1074)	Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison (250)	Santé (360)	Transports (880)	Communications (449)	Loisirs et culture (143)	Enseignement (270)	Restaurants et hôtels (201)	Biens et services divers (253)
Pondérations	(10000)	(5612)	(75)	(433)	(1074)	(250)	(360)	(880)	(449)	(143)	(270)	(201)	(253)
<b>2019</b>													
1er trimestre	107,9	115,2	108,2	104,4	103,2	106,5	105,9	88,0	79,1	93,2	104,2	108,5	108,2
2e trimestre	110,6	119,4	106,5	104,4	105,8	107,1	105,4	87,8	79,1	92,9	104,1	112,5	108,5
3e trimestre	115,6	127,0	107,8	105,0	107,7	118,2	105,2	87,7	79,1	96,8	103,6	122,7	111,0
4e trimestre	115,0	126,3	105,2	102,1	106,7	118,1	105,5	87,5	78,5	98,2	103,8	124,6	110,1
<b>Moyenne annuelle</b>	<b>112,3</b>	<b>122,0</b>	<b>106,9</b>	<b>104,0</b>	<b>105,9</b>	<b>112,5</b>	<b>105,5</b>	<b>87,8</b>	<b>78,9</b>	<b>95,3</b>	<b>103,9</b>	<b>117,1</b>	<b>109,5</b>
<b>2020</b>													
Janvier	115,8	127,1	106,5	102,1	106,4	118,4	105,6	89,2	79,4	100,9	105,8	125,7	111,4
Février	116,0	127,3	123,0	102,4	106,6	116,9	105,6	89,2	79,4	100,9	105,1	125,7	110,9
Mars	116,3	128,2	123,4	102,7	106,6	117,1	106,0	87,0	79,4	100,9	105,1	125,7	110,9
1er trimestre	116,1	127,5	117,6	102,4	106,5	117,5	105,7	88,5	79,4	100,9	105,4	125,7	111,0
Avril	114,0	124,1	131,1	103,6	106,6	116,0	106,3	86,8	79,4	100,2	105,3	125,7	108,7
Mai	114,5	125,1	134,6	101,9	107,5	117,6	106,3	84,3	79,1	100,3	105,3	125,6	109,4
Juin	113,7	123,2	133,0	102,4	107,2	117,6	106,4	86,8	80,0	100,2	105,3	125,6	110,8
2e trimestre	114,1	124,1	132,9	102,6	107,1	117,1	106,4	86,0	79,5	100,2	105,3	125,6	109,7
Juillet	112,8	121,5	132,6	102,7	107,6	116,5	106,7	86,9	80,1	99,5	105,3	125,3	110,9
Août	113,6	122,9	133,3	102,8	107,8	115,4	107,3	87,0	80,1	99,3	105,3	125,3	111,0
Septembre	111,3	118,6	143,3	102,8	107,6	115,3	108,3	86,9	80,3	99,8	105,2	127,1	110,8
3e trimestre	112,5	121,0	136,4	102,8	107,7	115,7	107,4	86,9	80,2	99,5	105,3	125,9	110,9

Source : INSEED